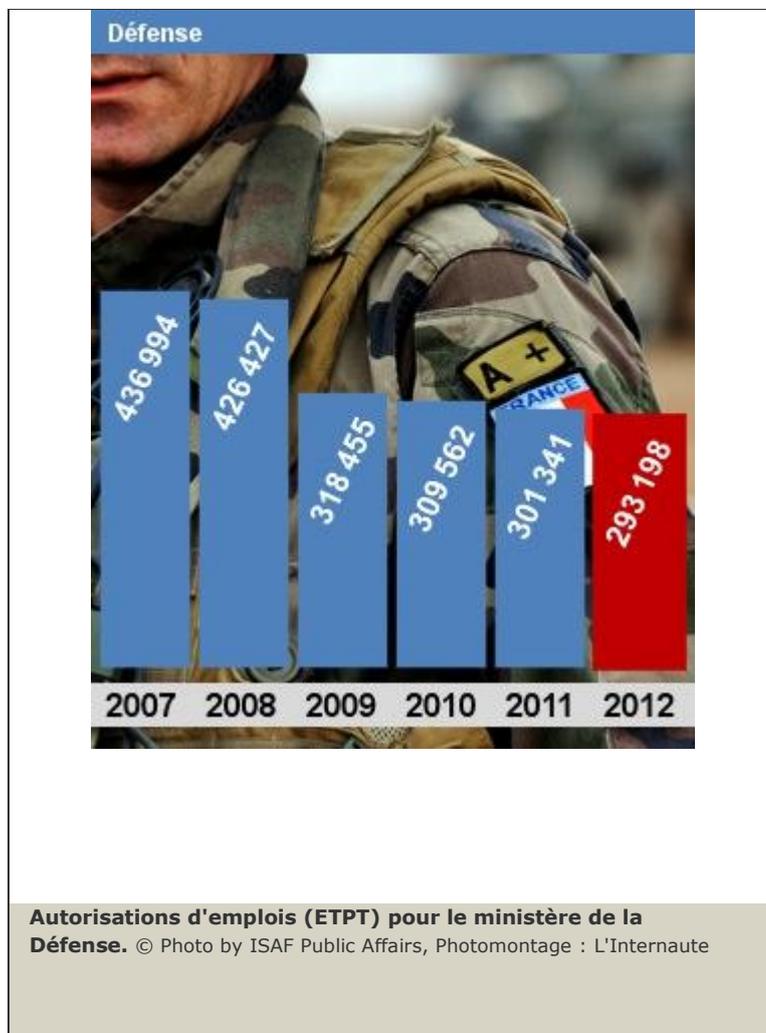


Les effectifs de la Défense



Quels sont les emplois concernés ?

La Défense regroupe principalement l'ensemble des militaires dans ses effectifs soit aujourd'hui près de 300 000 emplois. Le ministère constitue, après l'Éducation nationale et avant l'Intérieur, le principal "employeur" du gouvernement.

Des effectifs en forte baisse

Avec 8143 emplois équivalents temps plein travaillé supprimés en 2012 et 143 796 emplois supprimés depuis 2007, la Défense compte parmi les ministères qui souffrent le plus de la rigueur. La faute à la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais aussi à la réforme des armées de 2008, qui a abouti à la suppression ou à l'externalisation de milliers de postes et à la fermeture de nombreuses casernes. L'intégration de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur en 2009 est aussi à prendre en compte quand on sait que l'on compte près de 100 000 gendarmes aujourd'hui.

Compagnon de la Libération et ancien du groupe Lorraine, René Bauden s'est éteint à l'âge de 93 ans

2 novembre 2011 – 15:13



Photo : De gauche à droite, lieutenant Romain GARY, lieutenant Bernard BERCAULT, sergent-chef René BAUDEN

Après les décès de Pierre Deshayes et du général Henri de Bordas, un autre compagnon de la Libération vient de mourir, le 30 octobre dernier. Ancien des Forces aériennes françaises libres et du groupe de bombardement Lorraine, René Bauden s'est éteint à l'âge de 93 ans, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Né le 16 juillet 1918 à Watten (Nord), René Bauden est employé par la Poste avant de partir effectuer son service militaire dans l'armée de l'Air lorsqu'éclate la Seconde Guerre Mondiale. Affecté au Levant, en décembre 1939, il devient sergent mécanicien avant de rejoindre Damas.

N'acceptant pas l'armistice qui met un terme à la Campagne de France de mai-juin 1940, il veut continuer le combat. Avec un groupe constitué autour de l'adjudant-chef Cornez, il rejoint les lignes britanniques en Transjordanie.

Quelques jours plus tard, il est incorporé dans la Royal Air Force à Héliopolis avant d'être affecté à la Number one french bomber flight, une petite unité française faisant partie du 8e Squadron. Après avoir suivi une formation de radio-mitrailleur, il prend alors part à plusieurs missions lors de la campagne d'Erythrée.

En mai 1941, il est intégré aux Forces aériennes françaises libres (FAFL) et rejoint le Groupe réservé de bombardement n°1. Quelques mois plus tard, cette unité deviendra le Groupe de bombardement Lorraine et le N°342 Squadron lorsqu'il sera intégré à la RAF.

En décembre de la même année, alors qu'il est en mission à bord d'un bombardier Blenheim au-dessus de la Libye, il abat l'un des Messerschmitt 109 qui attaquaient son avion, alors piloté par le capitaine Yves Ezanno.

De retour en Grande-Bretagne, il est promu sergent-chef. Avec le Groupe de bombardement Lorraine, il effectue une quarantaine de missions au-dessus de la France occupée et de l'Allemagne. Il côtoie alors l'écrivain Romain Gary et le futur président du Conseil, Pierre Mendès-France, tous les deux affectés dans le même escadron. Grâce à sa maîtrise et son courage, René Bauden obtient plusieurs citations et les galons d'adjudant.

En février 1945, il quitte le Lorraine pour rejoindre le groupe de transport 1/15, équipé de Dakota (la version militarisée du DC-3). Il termine la guerre avec le grade de sous-lieutenant.

Revenu à la vie civile, René Bauden quitte le monde de l'aéronautique pour retrouver son emploi à la Poste, qu'il conservera jusqu'à son départ en retraite, en 1978. Compagnon de la Libération, il était officier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille militaire, commandeur de l'ordre national du Mérite et de la Croix de guerre 1939-45 avec cinq citations.

Le 14 juillet 2008, René Bauden s'était vu remettre la médaille d'honneur de Watten, sa ville natale. « C'est grâce à des gens comme vous que l'on peut vivre libre dans notre beau pays » déclara, à cette occasion, Daniel Deschodt, le maire.

Le nom du second-maître Lefort sur le monument aux morts de LORIENT

Lu dans l'édition de Lorient d'Ouest-France, en date du mercredi 2

1er novembre, à Lorient commune du Morbihan. Cette plaque porte le nom de Jonathan Lefort tué au combat le 18 décembre 2010 (cliquer [ici](#) pour lire le post que je lui avais alors consacré). Le militaire était Une plaque portant le nom d'un commando marine tué en 2010 en Afghanistan a été dévoilée, le originaire de Meurthe et Moselle, département où il a été inhumé.



Cérémonies. L'hommage au commando Jonathan Lefort.

Justine et Loric, les neveux du commando disparu, ont déposé une gerbe devant le monument sur lequel est désormais gravé le nom de Jonathan Lefort.

Les cérémonies du 1er novembre ont été marquées, hier, par l'hommage au commando Jonathan Lefort tombé au combat en Afghanistan

Tombé en Afghanistan

L'émotion s'est ensuite déplacée à travers les allées pour la cérémonie officielle au monument aux morts du «Carré militaire» où a été dévoilée la plaque gravée en hommage au maître Fusco, Jonathan Lefort. Jonathan Lefort est tombé au combat en Afghanistan dans la nuit du 17 au 18 décembre 2010. Un détachement de forces spéciales de la brigade La Fayette, engagé aux côtés des forces de sécurité afghanes (ANSF) dans une opération dans le sud de la Kapisa, a été pris à partie par des combattants ennemis. Au cours de l'accrochage, le second-maître Jonathan Lefort est décédé.

Le contre-amiral Krazuck, commandant la force maritime des fusiliers marins et commandos, accompagné de Norbert Métairie, maire de Lorient, de Gwendal Rouillard, député de Lorient, et de Guy Pierron, président du Souvenir français, a dévoilé son nom sur le monument aux morts. Les jeunes neveux de Jonathan Lefort, Justine et Loric, ont ensuite déposé une gerbe pour saluer la mémoire de l'oncle, du frère, du fils.

Il y a dix ans périssait le pacha de Montfort



Plongeur et para expérimenté : encore la veille de son accident, le pacha de Montfort effectuait un saut au-dessus de Djibouti (crédit : DR).

Le LV **Henri Thiers**, alors pacha du commando de Montfort est mort il y a dix ans, jour pour jour, au large de Djibouti. Promis à un grand avenir dans la marine, ce officier commando avait péri dans un accident de plongée (1).

Un monument érigé par ses hommes perpétue sa mémoire, en face du golfe de Tadjoura. Il avait commencé sa carrière à Jaubert, comme aspirant.

(1) les accidents de plongée ont frappé à plusieurs reprises les commandos marine à Djibouti, notamment lors d'une remontée d'un submersible

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/02/2011 06:08:00 PM](#)

Au JO du 1er novembre, la création de la médaille commémorative française avec agrafe « Libye »

Paru au JO de ce mardi l'arrêté du 13 octobre 2011 portant création de la médaille commémorative française avec agrafe « Libye »

Le ministre de la Défense et des anciens combattants,
Vu la loi no 2005-270 du 24 mars 2005 modifiée portant statut des militaires ;
Vu le décret no 95-1098 du 9 octobre 1995 portant création de la médaille commémorative française,

Arrête :

Art. 1er. - Il est créé une agrafe en bronze portant l'inscription « Libye » sur la médaille commémorative française.

Art. 2. - Peuvent y prétendre les personnels civils ou militaires qui auront effectivement participé pendant une durée minimale de quinze jours à l'opération « Harmattan » à partir du 18 mars 2011 et à l'opération « Unified protector » à compter du 1er avril 2011.

Art. 3. - Reçoivent délégation du ministre de la défense et des anciens combattants pour attribuer l'agrafe « Libye » les commandants de formation ou assimilés, ou les autorités dont ils relèvent, qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Les décorées du 11-novembre

"C'est un exploit de déployer des drones Harfang (1) sur deux théâtres" constatait, il y a peu, le **CEMAA**, évoquant également l'engagement des Caracal du **1.67 Pyrénées**. Concrétisation de cette admiration, et du travail fourni, ces deux unités seront décorées, le 11-novembre prochain, avec le **3.3 Ardennes** (2), et d'autres unités des trois armées.

A l'origine, aucune unité de forces spéciales ne devait figurer à cette cérémonie, ce qui sera, semble-t-il effectivement le cas. Une bonne étoile (si ce n'est plus) s'est néanmoins penchée sur cette carence, et un tour régional permettra néanmoins aux unités de la **BFST** d'être également décorées. La marine, qui avait proposé initialement le commando **Jaubert** -particulièrement mobilisé, et sur plusieurs fronts-, réfléchirait, dit-on, à une entité plus englobante pour la communauté commando marine -l'école ?-.

Plus étonnant, par contre, aucune unité des forces spéciales de l'armée de l'air ne figure sur cette liste de décorées. Un choix étonnant, ces personnels ayant concentré sur eux un nombre incalculable de citations, comme ce blog l'a rappelé à plusieurs reprises. Rien, non plus, à l'unité qui a procédé aux largages de "fret" sur la Libye, entre autres choses.

Bref, à l'instar de la prime opex, sur ce dossier de la décoration du 11-novembre, il y a ceux qui l'ont. Et ceux qui ne l'ont pas.

(1) du **1.33 Belfort**. C'est la première décoration collective reçue par cette unité depuis qu'elle est passée du Mirage F1CR au drone.

(2) j'ai évoqué la participation des potes d'Aldo aux deux bouts des opérations en Libye, dans un post récent. Dans un accès de gouïkitude aigüe, j'ai en ai oublié leurs frères d'armes des **1.3 Navarre** et **2.3 Champagne** (il y avait beaucoup de monde dans le ciel ce jour-là...).

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/03/2011 09:19:00 PM](#)

Hélie de Saint-Marc, Grand Croix de la Légion d'honneur



Le commandant Hélie de Saint-Marc va être, selon nos informations, élevé à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'Honneur, la plus haute distinction que la République peut conférer.

Hélie de Saint-Marc, 89 ans, est une personnalité bien connue et très respectée pour son humanisme, bien au-delà du monde militaire : résistant, déporté, officier de la Légion étrangère, il participe au putsch des généraux, en 1961. Arrêté, il reste cinq ans en prison, avant d'être grâcié. Il est l'auteur de nombreux livres, dont ses Mémoires, "les Champs de braise", ont connu un grand succès.

Il incarne, mieux que quiconque, le destin tragique de toute une génération de militaires, que retrace **le récent Prix Goncourt**.

Un **site internet** lui est consacré.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 4 Novembre 2011 à 22:40

La pension des anciens combattants revalorisée

4 novembre 2011 – 16:52

Les quelques 1.338.000 titulaires de la carte du combattant verront leur pension annuelle augmenter de 55,40 euros. En effet, cette hausse vient d'être votée, ce 4 novembre, par l'Assemblée nationale.

La Commission de la Défense et des Forces armées s'était prononcée pour que cette augmentation se fasse en deux temps, au 1er avril et au 1er décembre. Seulement, l'amendement déposé en ce sens a été repoussé par les députés, à la demande du gouvernement.

La pension annuelle versée aux anciens combattants passera donc de 609,40 euros à 664,80 euros à compter du 1er juillet prochain. Il y a 4 ans, son montant était de 489 euros. Cette mesure vise à respecter la promesse faite à cette époque par le président Sarkozy, alors qu'il était candidat à la magistrature suprême.

« La solidarité nationale doit continuer à garantir un niveau de ressources adapté aux besoins et à la dignité des anciens combattants. Vous avez droit à une réparation juste et équitable pour les sacrifices incommensurables que nombre d'entre vous ont consentis, parfois jusqu'au sacrifice final » [avait-il assuré](#). « La revalorisation de leurs pensions (ndlr, les anciens combattants) se poursuivra, en intégrant l'évolution du coût de la vie » avait-il ainsi promis.

Par ailleurs, l'opposition a contesté la décision de prendre 14 millions d'euros sur le budget du secrétariat d'Etat aux Anciens combattants, dans le cadre des économies visant à trouver un milliard d'euros supplémentaires d'économies pour 2012. D'après le gouvernement, cette somme correspond à des crédits qui n'avaient pas été dépensés en 2011.

P&P : Quelle politique de défense de la France pour la décennie 2010 ?

Le [Club participation et progrès](#) organise le colloque « Quelle politique de défense de la France pour la décennie 2010 ? », en partenariat avec [Démocraties](#).



Ce colloque se déroulera le lundi 21 novembre 2011 au Palais Bourbon – Salle Colbert. L'inscription est obligatoire pour accéder à l'Assemblée. Démocraties centralise les inscriptions reçues uniquement par la poste.

[Programme](#)

[Inscription](#)

Gérard Longuet aurait refusé une œuvre d'art pour le futur « Balardgone »

3 novembre 2011 – 17:54

En 2014, les différentes emprises occupées par le ministère de la Défense à Paris seront regroupées sur le site de Balard, dans une sorte de « Pentagone à la française ». Il s'agit d'une mesure emblématique de la réforme des armées, commencée en 2008.

Le projet, qui est financé dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), a été confié au groupement Opale Défense, qui compte Bouygues, Thales, Sodexo, Dalkia, Exprim, la caisse des dépôts et des investisseurs privés. Le coût de ce programme, pris en charge par l'entrepreneur, est évalué à plus de 600 millions d'euros. Le ministère de la Défense versera par la suite un loyer annuel de 100 à 150 millions d'euros pendant 27 ans, cette somme comprenant l'entretien, des services externalisés et les frais financiers de l'opération.

Après l'affaire de la piscine prévue pour ce vaste complexe – et qui a fait couler beaucoup d'encre, notamment en raison de son prix – voici maintenant celle de l'oeuvre d'art d'Emmanuel Saulnier, intitulée « Vivre Libre », et qui doit orner l'entrée du « Balardgone ».

Selon les plans de l'architecte Nicolas Michelin, dont le projet a été retenu pour le bâtiment principal, celui qui rassemblera le ministère et les états-majors, cette oeuvre, qui fait 8 mètres sur 4, consiste à disposer 185 tubes de verre sur une paroi d'acier gris clair, avec comme inscription la devise « Vive Libre », qui n'est pas sans rappeler celle du 27ème Bataillon de Chasseurs alpins, « Vivre Libre ou Mourrir », elle-même inspirée par le lieutenant Tom Morel et les maquisards du plateau des Glières.

En mars dernier, le projet d'Emmanuel Saulnier est adopté par les responsables chargés de suivre le dossier du Balardgone. Seulement, [si l'on en croit le Nouvel Observateur](#), le ministre de la Défense, Gérard Longuet, alors fraîchement nommé en remplacement d'Alain Juppé, ne semble pas convaincu.

Selon l'artiste, un proche du ministre lui aurait confié que pour ce dernier, la devise « Vivre Libre » lui évoquait un esprit « soixante huitard ». Et de refuser l'oeuvre en question.

C'est alors qu'une lettre de protestation signée par 10 artistes est adressée au président de la République, le 4 juillet. Au cours d'un entretien entre Catherine Pégard, conseillère du président Sarkozy, et d'Emmanuel Saulnier accompagné par Nicolas Michelin, il est convenu d'une rencontre avec le ministre de la Défense, lequel a assuré, quelques semaines plus tard, que ses proos avaient été « mal compris ». Depuis, l'affaire est bloquée. Le rendez-vous, initialement prévu en septembre, a été sans cesse reporté, avant d'être annulé.

<http://www.scribd.com/doc/71419086/Lettre-au-President-de-la-Republique-Juillet-2011>

03.11.2011

Réunion d'urgence de la commission de la Défense pour entendre le ministre

Annoncé par François Cornut-Gentille sur [son blog](#):

"Le nouveau plan d'austérité en cours de préparation aura un impact sur les crédits de la défense dès 2012. Le mardi 8 novembre prochain, veille de l'examen en séance de ces crédits, la commission de la défense se réunit en urgence pour auditionner Gérard Longuet, ministre de la défense, « *sur les mesures correctives au budget* ». L'organisation dans des délais inhabituels de cette audition laisse supposer que les mesures de rigueur seront particulièrement fortes pour le Ministère de la défense."

En coulisses.

La réunion de la commission, le 8, est prévue à 17h15. A 16h15, Guy Tessier, le président de la Commission de la Défense, réunira les élus UMP pour faire le point (une réunion inédite...). Et peut-être préciser ce qu'il aura appris sur les "mesures très fortes" qui seraient à l'étude.

Communiquer, combien ça coûte ? 100 MEUR par an !

La Cour des Comptes a accompli un travail méritoire sur les dépenses de communication des ministères, et notamment celui de la Défense. On y apprend par exemple qu'en 2010, la communication du seul cabinet du ministre consommait 146.429,09 EUR (hors rémunérations, cela va de soi) qui se répartissent entre des achats de livres (16.776,54 EUR), des frais postaux (1.504,62), même des intérêts moratoires (19,17 euros) et surtout "action communication publique (128.128,76). Ce poste a profité à cinq comptes : Esprit public (109.102,11), Information Presse Conseil (13.100,39), l'économat des armées (3.000 tout rond), Eurydice (2.681,43) et même l'ECPAD (244,83).

Les dépenses de communication s'établissent pour les services centraux de communication (DICOD, EMA, Sirpa, etc hors ECPAD), à 17,21 MEUR en 2010, contre 19,61 MEUR en 2006, avec un pic à 20,2 MEUR.

Ces chiffres ont été fournis à la Cour par la DICOD, mais d'autres chiffres, fournis directement par les services concernés, font état de chiffres moindres (14,96 MEUR pour le total 2010 par exemple). Opiniâtre, la cour s'étonne notamment d'une diminution du chiffre annoncé par l'armée de terre (0,19 MEUR en 2010) contre 1,81 MEUR déclaré à la DICOD par le même service.

A ces chiffres s'ajoutent évidemment des dépenses de recrutement, qui profitent, de fait, à la manœuvre globale de communication, même si les budgets ne sont pas référencés comme tels. En 2010, ces campagnes ont coûté 13.302.339 EUR, soit 50% de plus qu'en 2006. Alors que le format des armées a notoirement fondu dans l'intervalle. L'armée de terre en consomme à elle seule les deux tiers (8.139.843 EUR), même si son enveloppe recrutement n'a augmenté "que" de 25,37%.

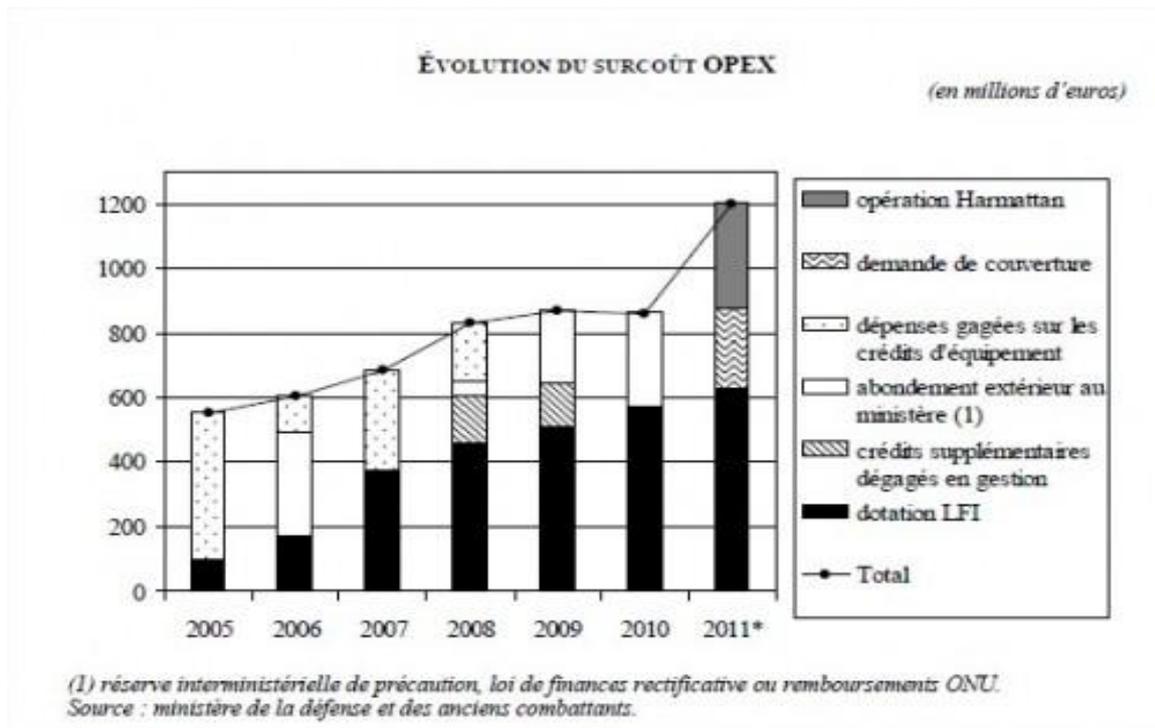
La marine, c'est connu, a notoirement augmenté son effort (+175,15% entre 2006 et 2010) après avoir rencontré des recrutements catastrophiques en voulant faire des économies sur son budget spécifique.

Bref, en additionnant tous les chiffres, la Cour estime à 99,14 MEUR les dépenses de communication du ministère en 2010 (contre 105,4 MEUR en 2006). Dont près de 71 MEUR rien que pour le personnel : selon la Cour, 1.218 personnes.

Notons enfin, ce chiffre, à prendre avec des pincettes, car il ne porte que sur le BOP DICOD (8.822.456 EUR) : près de 2 MEUR sont consacrés à la réalisation des revues de défense, et encore plus (2,2 MEUR) pour leur routage, et 388.999 EUR aux travaux d'impression. Tout cela, à l'heure d'internet.

On notera l'effort de réduction des abonnements, passés de 1.254.217 EUR en 2006 à 672.911 en 2010.

Opex: au-delà des coûts et surcoûts, un important déploiement de matériel



Les tableaux qui suivent sont tirés du rapport présenté le 25 octobre par François Cornut-Gentille, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2012 (pour accéder au tome VII « Défense, équipement des forces, dissuasion », cliquer [ici](#)).

Ils détaillent les équipements déployés sur les théâtres d'opérations extérieures. Petit rappel, le parc actuel total est de 3269 VAB (dont 549 sont en opex), 336 VBCI, 256 AMX10 RC, 77 Caesar. Le député précise d'ailleurs que les opex coûteront 1,2 milliard d'euros en 2011 (voir le schéma ci-contre qui détaille les coûts des opex depuis 2005).

Le rapport de la Commission dresse une liste exhaustive des matériels projetés; je ne donne ici que les quatre récentes opex majeures pour l'armée de terre. La commission ne donne aucune précision sur le nombre de véhicules détruits/endommagés ou sur le coût probable de remise en condition de ces matériels éprouvés.

OPERATION	TERRE	
HERACLES	20 PVP	3 hélicoptères TIGRE
PAMIR	45 VBL/VB2L	3 hélicoptères COUGAR
EPIDOTE	13 AMX 10RC	2 hélicoptères CARACAL
(Afghanistan et Tadjikistan)	8 VBCI	4 hélicoptères GAZELLE
	7 canons CAESAR	2 BUFFALO
	10 ARAVIS	19 engins du Génie
	418 VAB	7 drones
	74 camions	

Opex afghane

OPERATION	TERRE	
DAMAN	75 VBL/VB2L 64 VAB 13 VBCI 15 PVP 4 CAESAR	20 TRM 10000 – 13 VTL 14 engins du Génie 5 VH SEA 3 PEB – 4 CLD 12 VH MANUTENTION

Opex libanaise (Onu)

EPERVIER (Tchad)	108 VLTT P4 111 VLRA 14 ERC90 23 VAB 54 TRM 2000	38 GBC 4 VTL – 5 TRM 10000 5 LOT 7 – 5 VH GENIE 16 VH SEA – 9 VH SIS 4 hélicoptères PUMA
LICORNE (Côte d'Ivoire)	92 VLTT P4 28 VBL/VB2L 6 ERC90 35 VAB 24 VLRA 46 GBC 21 TRM 2000	11 VTL 3 TRM 10000 2 CLD – 1 GRUE LIEBHER 1 PEB – 3 MPG 3 VALMET 5 LOT 7 2 hélicoptères PUMA

Opex africaines (Tchad et RCI)

Estimation des surcoûts opex en 2011

Afghanistan : 500 à 520 MEUR

Libye : 430 MEUR (si opérations jusqu'au 31.12)

Tchad : 90 MEUR

Liban : 80 MEUR

Côte d'Ivoire : 65 MEUR

Ex-Yougoslavie : 40 MEUR

Atalante : 30M EUR

Divers : 50 MEUR

(source : audition du CEMA à l'assemblée)

La gendarmerie attend toujours ses nouveaux blindés

"Les crédits manquent pour les blindés, dont on pourtant pu mesurer l'intérêt en opérations extérieures" est bien obligé de reconnaître le général Jacques Mignaux, directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN). Il y a bien urgence : les véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG) (*photo*) auraient plutôt leur place au Musée de Saumur que dans les escadrons de la mobile. Ils sont entrés en service en 1974 ! Et ils étaient alors un second choix. Au début des années 70, deux entreprises sont en concurrence pour fournir le futur Véhicule de transport de troupes des armées. Creusot-Loire remporte le marché du VAB et, en lot de compensation, Berliet fournit des VXB-170 à la gendarmerie qui les rebaptisera VBRG.

Il reste aujourd'hui 82 de ces engins, destinés au maintien de l'ordre dans des situations dégradées. Selon **un récent rapport parlementaire**, 36 sont au Groupement blindé de Satory, 9 au centre d'entraînement de Saint-Astier, 3 en Corse, 30 Outre-Mer et 4 au Kosovo. Leur taux de disponibilité est de 40%, "ce qui est très faible" reconnaît le rapport. Les pièces de rechange ne sont d'ailleurs plus disponibles !

Jusqu'aux années 90, la Gendarmerie disposait toujours de blindés de combat, des VBC-90, un blindé à roues 6x6 équipés d'une tourelle (identique à celle de la Sagaie) avec un canon de 90 antichar. Le Groupement blindé en possédait 32. Leur mission de guerre était d'être le dernier rempart des institutions de la République.

Pour compléter son parc de blindés, l'Armée de Terre a fourni 18 VAB à la gendarmerie en 2009 et 2010. Certains sont engagés en Afghanistan, d'autres servent à la formation.



Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Vendredi 4 Novembre 2011 à 11:04

Ventes d'armes : la France pique du nez

Le Point.fr - Publié le 02/11/2011 à 18:04 - Modifié le 02/11/2011 à 18:05

Les prises de commandes à l'exportation de l'industrie française d'armement ont été en 2010 les plus faibles depuis cinq ans. Éléments d'explication sur une mauvaise passe.



Le fleuron de l'aviation française, le Rafale, n'a toujours pas trouvé acquéreur hors de nos frontières. © Remy de la Mauviniere / AP / Sipa

Grosse vendeuse d'armement, la France demeure à la quatrième place mondiale, avec 5,12 milliards d'euros de prises de commandes en 2010. Mais ce résultat est le plus bas depuis 2005, première année d'un petit rebond des ventes d'armes françaises. Il est même exécrable si on le rapporte aux prises de commandes pour l'année 2009 (7,95 milliards d'euros), particulièrement faste en raison de la comptabilisation des très rentables contrats brésiliens, pour 7 milliards d'euros ! Il s'agissait de la vente de quatre sous-marins de nouvelle génération, d'une coque de sous-marin nucléaire et de la formation du personnel pour en construire d'autres, et de 50 hélicoptères EC 725. 2009 avait même dépassé la fastueuse année 2000 qui avait vu entrer dans les livres de comptes sept milliards de commandes. Les Français avaient vendu cette année-là des frégates Lafayette à Singapour, des hélicoptères de transport NH-90 et quantité de missiles. Surtout, l'an 2000 avait été marqué par le dernier contrat de vente (à ce jour) d'avions de combat par l'avionneur national Dassault : des Mirage 2000-5 vendus à la Grèce. Le marché avait été signé en août, quelques semaines avant que la France ne fasse entrer dans le droit national les impératifs de la convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers. Depuis, plus aucune vente n'a été enregistrée dans cette catégorie d'avions militaires, les Français s'étant tout de même consolés avec le contrat des ravitailleurs A330 pour l'Arabie saoudite (la Royal Saudi Air Force [commence actuellement ses vols d'entraînement](#)) et celui du [Grand Duc au Bénin](#), que nous n'aurions garde d'oublier...

Le Rafale, toujours à la peine

Les industriels français de l'armement sont sur une mauvaise pente en ne vendant plus ces dernières années les "plates-formes" (avions, bateaux, chars) qui génèrent des milliards de contrats associés et qui firent naguère leur fortune. Pour 2011, la vente de bâtiments de projection et de commandement Mistral à la Russie n'a pas encore conduit au versement du premier chèque de confirmation, et le beau contrat de remise à niveau des Mirage 2000 indiens n'est qu'un amuse-gueule. Dans ce pays, le Rafale est engagé dans une compétition pour la fourniture d'avions de combat, mais rien n'est gagné... Aux Émirats arabes unis, les négociations pour le

Rafale traînent d'autant plus que ces éventuels clients, traditionnellement très coriaces, viennent d'engager des négociations sur le renouvellement des permis d'exploitation des hydrocarbures, qui compliquent le dossier. Et en Suisse, où le Rafale est de nouveau en lice, rien n'est gagné non plus.

Indiscutablement, l'Élysée aura fait ces dernières années de grands efforts pour aider les exportations françaises d'armement, mais sans grands succès mis à part au Brésil : la part des ventes d'armes françaises dans un marché mondial en pleine expansion est en baisse.

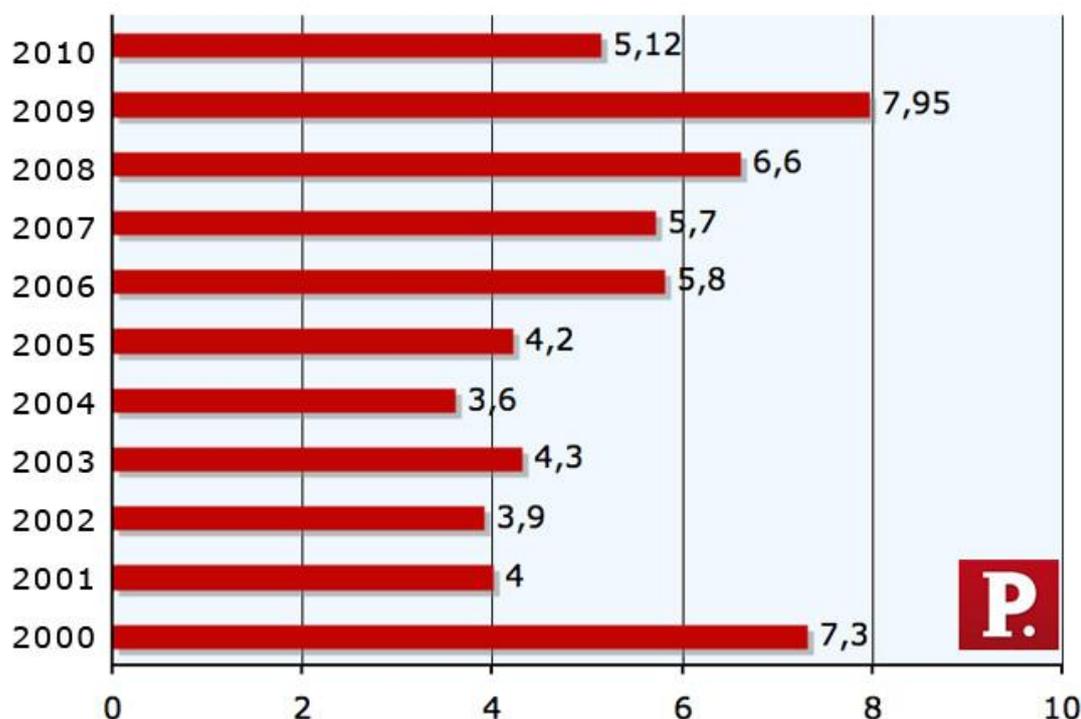
Une part du marché mondial réduite de moitié en cinq ans

En 2003, notre pays enregistrait entre 12 et 15 % des prises de commandes mondiales. Mais aujourd'hui, ce chiffre est réduit de moitié : la France ne représente plus en moyenne depuis cinq ans que 6 % du marché mondial. Les grands contrats, ceux qui génèrent des milliards de retombées chez les grands industriels et leurs sous-traitants, paraissent être devenus difficilement accessibles aux marchands d'armes français. Qui, de plus, font face à des concurrents hargneux. Nul doute qu'ils sont à l'origine de cette information gênante parue il y a peu dans l'hebdomadaire allemand *Spiegel* selon laquelle [la France négocie en ce moment la vente de frégates FREMM à... la Grèce](#) ! Le ministère français de la Défense a démenti, mais l'impression de malaise subsiste. Les exportations ont beau représenter le tiers de l'activité de l'industrie française d'armement, qui compte 165 000 emplois, peut-on vendre ces matériels sans se soucier des capacités de paiement des clients ?

Dans sa présentation du rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2010, le ministre de la Défense Gérard Longuet "réaffirme l'importance stratégique et économique des exportations de défense, les confortant comme une priorité nationale". Sans doute ! Mais pour l'heure, les vrais succès se font attendre. À moins que l'âge d'or des ventes d'armes françaises ne soit passé ?

REGARDEZ l'évolution des commandes d'armes passées à la France depuis 2001 :

Prises de commandes, en milliards d'euros



Né à Calais, l'amiral Stéphane Verwaerde garde une tendresse pour le Nord

dimanche 30.10.2011, 05:25 - PAR PASCAL MARTINACHE



PHOTO JEAN-PIERRE BRUNET

/ RENCONTRE /

Né à Calais le 24 février 1957, l'amiral Stéphane Verwaerde a été nommé major général de la marine le 1er septembre. Depuis son bureau parisien, le numéro deux de la Royale garde un oeil sur Calais, où il a toujours de la famille, et sur Lille, où vivent un grand nombre de ses amis.

L'amiral Stéphane Verwaerde voudrait n'attribuer qu'aux « circonstances » le mérite d'avoir été nommé au sommet de la marine nationale. Il cite d'ailleurs le général de Gaulle pour appuyer cette conviction : « Dans la vie, on ne devient jamais que ce qu'on est déjà. L'imagination, la volonté et les circonstances font le reste. » Cette circonstance, ce fut pour Stéphane Verwaerde d'avoir à commenter un document rédigé par une autorité de la marine. « On m'a demandé de critiquer ce travail et j'en ignorais la provenance. Je n'ai pas hésité à donner un avis », apparemment très tranché, mais apprécié par l'auteur lui-même. « Il ne m'en a pas voulu, et la mécanique s'est enclenchée. »

-

Parcours particulier

La mécanique ? Le mot n'échappe pas tout à fait à l'amiral Verwaerde : « J'ai eu un parcours très particulier. Ingénieur dans l'aéronautique navale, en charge de la maintenance et de l'entretien des avions de la marine, je me retrouve à un poste de direction. Objectivement, je ne pense pas que ce soit déjà arrivé. » Comment croire dans ces conditions que les circonstances y soient seules pour quelque chose ? N'y a-t-il rien d'autre pour expliquer que Stéphane Verwaerde ait été choisi parmi une poignée d'officiers désignés à suivre un cursus exceptionnel ? Peut-être, le plus simplement du monde, faut-il croire que l'amiral Verwaerde partage le destin si particulier d'Horatio Hornblower, héros de littérature et compagnon d'adolescence ! Curieux, en effet, que ce jeune aspirant britannique de 17 ans, sorti de l'imagination de Cecil Scott Forester, soit lui aussi devenu amiral à la fin de sa vie... L'amiral Verwaerde ne s'attarde pas sur le parallèle, mais confirme : « Mes bouquins d'adolescent, c'est toute la série des Hornblower. Des ouvrages basés sur les livres de bord des frégates britanniques. Ça m'a passionné. » D'ailleurs, l'amiral Ver-

waerde « n'a qu'un regret. C'est de ne pas avoir été marin au XIXe siècle. Je pense que c'était la grande époque. On avait des ordres, on partait au bout du monde sur son bateau. Personne pour vous joindre par satellite. C'était le royaume de l'imagination, de la combativité, du romanesque, de l'autonomie ».

La passion de la mer et de la marine daterait donc de cette époque ? Pas seulement. Elle s'explique encore par une circonstance, celle d'une déchirure.

Celle d'un père, lieutenant au 4e régiment d'infanterie, mort en secourant un légionnaire blessé, en Algérie, en février 1961. À la mort du père, la famille avait pris l'habitude de se retrouver à Belle-Île-en-Mer pour les vacances. « Les pieds dans l'eau, je regardais l'horizon, avec l'envie de partir. Un jour, j'ai pu embarquer, et comme je n'ai pas été complètement malade, ça ne m'a pas dégoûté. » L'adolescence, ce fut ensuite le temps de la navigation au large d'Ouistreham, Barfleur, Granville, Saint-Malo, Jersey, Guernesey, avec un camarade de classe.

« L'attirance pour la mer, c'est quelque chose qu'on a du mal à expliquer. Des étendues sans limite, la nature qui commande. Je sais seulement que je suis bien quand je suis sur l'eau. » Bien sur l'eau, comme pouvaient l'être le comte de Grasse ou, dans un autre registre, Éric Tabarly. C'est à eux que l'amiral Verwaerde songe spontanément lorsqu'il évoque ses références.

« Ce sont les grands marins de ma mythologie personnelle. Tabarly m'a hanté la tête quand j'étais jeune. » Les grands espaces, ce sont toujours vers eux que se porte l'attention de l'amiral, mais dans le domaine cette fois de la stratégie. La mer, très convoitée, est en théorie « un espace de res nullius. Personne n'a de droit sur la haute mer. Mais le risque est que des pays tentent de s'accaparer d'immenses zones pour en interdire l'accès. Nous devons garantir la préservation des espaces et de nos flux maritimes. Et là, on a besoin d'une marine ».

FAZSOI : déplacement international à l'île Maurice

Mise à jour : 03/11/2011 18:36

Du 17 au 20 octobre 2011, le général Jean-François Hogard, commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'Océan indien (FAZSOI), s'est rendu pour la première fois en visite officielle à l'île Maurice, dans le cadre de sa mission de coopération militaire régionale.



Au cours de deux rendez-vous distincts, le général Hogard s'est entretenu avec le Premier Ministre de la République de Maurice, M. Navinchandra Ramgoolam, en présence du ministre des Affaires étrangères, M. Arvin Boolel. Ces rencontres ont mis en exergue l'excellente qualité des relations entre Maurice et la France. Le Premier Ministre Ramgoolam a remercié la France pour les nombreuses actions de coopération entreprises avec les forces armées basées à La Réunion. Le ministre des Affaires étrangères s'est félicité de la convergence de vue

entre Maurice et la France dans le rôle moteur que la Commission de l'Océan Indien (COI) doit jouer pour établir une stratégie régionale dans la lutte contre la piraterie somalienne. Lors de ces entretiens, le dispositif des équipes de protection embarquées (EPE) à bord des thoniers senneurs français a suscité un vif intérêt des autorités mauriciennes. Le général en a profité pour rappeler les principaux avantages de ce concept et les différentes actions entreprises par la France dans le cadre de la lutte anti-piraterie. Par ailleurs, le général Hogard a rencontré le secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien, M. Callixte d'Offay, ainsi que le délégué de l'Union Européenne en poste à Maurice, M. Alessandro Mariani.



Lors de ses visites auprès de la Maurician Police Force (MPF) et de la Special Mobile Force (SMF), le général Hogard a pu faire le bilan des actions de coopération bilatérales. Les présentations dynamiques ont permis la restitution des savoir faire dispensés lors des derniers détachements d'instruction opérationnelle (DIO) « Opérations de maintien de la paix » et « Véhicules de l'Avant Blindés » (menés par le 2e RPIMa) et le détachement d'instruction techniques (DIT) « NEDEX » (entraînement des démineurs).

Ces activités viennent compléter les actions menées dans le cadre de la reprise de la coopération opérationnelle bilatérale avec Maurice : accueil du patrouilleur mauricien « Guardian » à La Réunion, insertion et échanges d'officiers des composantes Terre, Marine et Air de la MPF, exercice de lutte contre la piraterie, DIO « Commando » (formation des commandos marine au centre d'aguerrissement tropical de La Réunion), DIT « Air » (activités menées par les *Fennec* et les *Transall* de l'escadron de transport d'outre-mer Réunion) et DIT « Marine » (formation de plongeurs par la base navale). Outre ces actions de coopération régionale, la direction de coopération de sécurité et de défense mène désormais chaque année une formation de la jeune unité de commandos marine destinée à embarquer à bord des bâtiments étatiques mauriciens en qualité d'EPE.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Pour le secrétaire général de l'Otan, la situation de l'Afghanistan s'améliore

3 novembre 2011 – 16:41

Le [dernier rapport concernant l'évolution de la situation en Afghanistan](#) établi pour le Congrès américain fait état « d'énormes progrès » au cours des trois derniers mois. Le document note une baisse du niveau de la violence d'avril à septembre par rapport aux années précédentes, où elle était en augmentation constante.

Toujours d'après ce rapport, les forces de la coalition et l'armée afghane ont marqué des points contre les insurgés dans toutes les régions de l'Afghanistan, à l'exception des provinces de l'est, frontalières avec les zones tribales pakistanaises, où les réseaux insurgés trouvent à la fois refuge et soutien.

« Les incidents frontaliers ont augmenté durant la période considérée en raison du sanctuaire et du soutien que l'insurrection reçoit en provenance du Pakistan » y est-il écrit.

A noter que le texte souligne qu'al-Qaïda a été vaincue dans le pays. Etant donné que la présence du mouvement fondé par Ben Laden a été l'un des motifs de l'intervention américaine, cela donne un argument pour se retirer du pays la tête haute.

Cela étant, les auteurs du rapport se veulent prudents. « Bien que la sécurité continue de s'améliorer, les refuges de l'insurrection au Pakistan ainsi que la capacité limitée du gouvernement afghan restent les plus grandes menaces pour (...) la stabilité en Afghanistan » ont-ils écrit.

Seulement, les insurgés afghans ont perpétré récemment des attentats d'envergure, notamment à Kaboul. En fait, leur tactique consiste à s'attaquer à des symboles, ce qui sera repris et abondamment commenté, en particulier par la presse occidentale. Ils ont en effet compris, et depuis longtemps, que la bataille se jouait aussi sur le terrain médiatique, d'autant plus chaque groupe rebelle cherche à marquer son territoire afin de préparer l'après 2014, date à laquelle les troupes de Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) auront quitté le pays.

Une attentat dans le Panshir, région de l'Afghanistan qui a toujours résisté aux taliban et qui est restée tranquille depuis 10 ans? Et voilà que l'on peut lire dans certains commentaires qu'ils ont gagné en influence dans cette province, comme si un arbre cachait la forêt.

Autre exemple : l'attentat commis contre un bus de l'ISAF, le 29 octobre à Kaboul, qui a tué 9 militaires américains et 1 canadien, a été largement mis en avant, et à juste titre. Mais dans le même temps, pourquoi une opération menée la veille dans la province de Kunar et au cours de laquelle [11 insurgés ont été neutralisés et quinze autres faits prisonniers](#) n'a-t-elle pas autant été relayée? Comment se fait-il qu'une précédente mission, qui a permis [de mettre hors circuit près de 200 rebelles](#), n'a-t-elle pas fait autant de bruit?

« Ces attaques spectaculaires font les gros titres » mais « la situation d'ensemble est différente : le nombre d'attaques baisse et l'ennemi a été affaibli » a ainsi estimé Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, au cours d'une conférence de presse donnée à Bruxelles, ce 3 novembre. Elles « ne permettent pas aux ennemis de l'Afghanistan de gagner du terrain ou de maintenir leurs positions » a-t-il ajouté.

Après avoir confirmé la baisse de 26% du nombre des attaques rebelles entre juillet et septembre par rapport à la même période de l'an dernier, Anders Fogh Rasmussen a affirmé que la priorité de l'Otan doit être « de maintenir une forte pression militaire sur le réseau Haqqani », le groupe insurgé qui est actuellement le plus actif qui « constitue une menace majeure pour nos soldats et le peuple afghan ».

D'après le secrétaire général de l'Otan, combattre le groupe Haqqani « est la meilleure stratégie pour faire en sorte que les réseaux insurgés et terroristes réalisent qu'ils doivent aller à la table des négociations ».

Toutefois, si la vision de la situation en Afghanistan est déformée par la publicité qui est faite autour des attaques commises par les insurgés, il ne faut pas non plus qu'elle le soit également par un optimisme excessif qui éviterait de considérer quelques tendances, comme par exemple l'infiltration des forces de sécurité afghanes par des éléments rebelles, la corruption de certaines élites à Kaboul ou encore le jeu du Pakistan et de l'Inde, qui fait du « royaume de l'insolence » un terrain d'affrontements entre ces deux puissances. En clair, il ne s'agit pas de voir le verre à moitié plein ou à moitié vide mais de constater ce qu'il contient exactement. Et ce n'est pas aussi simple.

La baisse du nombre des attaques constatées par l'Otan traduit probablement un avantage militaire sur le terrain. Mais elle peut être aussi la conséquence du retrait annoncé de la coalition internationale : les rebelles n'ont qu'à attendre que le fruit soit mûr, étant donné qu'ils ont le temps pour eux et que les Occidentaux ont la montre.

Diplomatie - Ministère des Affaires étrangères et européennes

- 31/10/2011 15:45:00

M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, participera le 2 novembre à la conférence d'Istanbul pour l'Afghanistan. La France apporte tout son soutien à cette conférence co-organisée à l'initiative de la Turquie et de l'Afghanistan.

Un mois avant la conférence de Bonn (5 décembre) sur la transition et l'engagement de long terme de la communauté internationale, la conférence d'Istanbul est destinée à approfondir la coopération entre les États de la région. La coprésidence afghane et turque l'a intitulée « sécurité et coopération au coeur de l'Asie ». Cette coopération régionale, dans ses deux volets, économique et sécuritaire, est un élément essentiel et incontournable pour assurer durablement la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan et de ses voisins.

La France est en faveur d'un système régional de sécurité collective robuste pour lutter contre le fléau du terrorisme et instaurer des mesures de confiance concrètes entre l'Afghanistan et ses voisins. Une sécurité régionale renforcée permettra de contribuer aux efforts de tous ceux qui sont engagés pour la sécurité, la stabilité et le développement de l'Afghanistan.

M. Alain Juppé avait évoqué cette conférence avec M. Zalmaï Rassoul, son homologue afghan, le 26 octobre dernier au Quai d'Orsay. Il réaffirmera à Istanbul son soutien aux attentes afghanes pour assurer la sécurité et la stabilité de leur pays. Il présentera la position de la France en souhaitant que la conférence d'Istanbul donne une impulsion nouvelle à la sécurité et la coopération régionales.

La France prend toute sa part à l'effort international, pour que soit atteint le plus rapidement possible l'objectif d'une stabilisation durable de l'Afghanistan et d'une maîtrise complète par les Afghans de leur destin national.

Depuis plusieurs années déjà la France plaide pour que l'Afghanistan recouvre la plénitude de ses responsabilités et de sa souveraineté et pour que la communauté internationale ainsi que l'ensemble des États de la région lui apportent leur soutien. La conférence de Paris en 2008, celle de Londres (janvier 2010) puis celle de Kaboul (juillet 2010), ont renouvelé les relations de la communauté internationale avec les autorités afghanes. Dès 2008, la France a défendu le renforcement de la coopération régionale en organisant la conférence de La Celle-Saint-Cloud.

Sur le plan de l'aide civile, la France est engagée dans de multiples projets concernant les domaines de la santé (notamment l'Institut médical français pour l'enfant et son extension), de l'agriculture et du développement rural (en particulier la relance de la filière cotonnière et un dispositif d'assistance technique renforcé auprès du ministère afghan de l'agriculture), de l'éducation et de l'enseignement du Français (réhabilitation des lycées franco-afghans et du centre culturel français, transformé en institut français), ainsi que de la gouvernance et de la sécurité intérieure (appui au Parlement afghan, formation des juges et des policiers, soutien à la

commission afghane des droits de l'homme). Le montant de notre aide civile globale à l'Afghanistan est passé d'une dizaine de millions d'euros en 2007 à près de 40 millions en 2009 et en 2010. À l'été 2010, la France a déployé un « pôle stabilité » chargé du pilotage des projets de gouvernance et de développement dans sa zone de responsabilité, en Kapisa et Surobi, où se concentre une large partie de nos crédits d'aide civile. Cette structure, adossée au dispositif militaire français (Task Force La Fayette) et dirigée par un haut représentant civil placé sous l'autorité de l'ambassadeur de France à Kaboul, vise à renforcer la cohérence de notre effort national et à jouer un rôle d'interface avec la branche civilo-militaire de la FIAS, les autorités locales afghanes et les différents acteurs du développement et de la gouvernance.

La consolidation des gains obtenus en matière de sécurité dépend de la mise en place d'une meilleure gouvernance afghane. Malgré des progrès, les efforts de déploiement d'une administration locale compétente doivent se poursuivre. La montée en puissance des ANSF (Afghan national Security Force) se confirme et un nouveau programme de réintégration des combattants commence à être appliqué dans les différentes provinces (Afghan Peace and Reintégration Program). Un haut-conseil pour la paix a été institué dans le but de superviser la mise en oeuvre de ce programme et d'explorer les possibilités de négociations avec l'opposition armée en vue d'un processus de réconciliation inter-afghan.

C'est pour pérenniser l'ensemble de ces actions que le président de la République et encore récemment le ministre d'Etat lors de son entretien avec Zalmaï Rassoul, ministre des Affaires étrangères afghan, ont proposé un traité d'amitié et de coopération entre la France et l'Afghanistan.

02.11.2011

Transfert de la Surobi aux Afghans: Karzaï retarde l'annonce

Eh bien non, le président Karzaï n'a pas dévoilé à Istanbul, comme annoncé précédemment (cliquer [ici](#) pour lire mon post du 27 octobre), la liste des districts et provinces afghans qui figureront dans la deuxième tranche du processus de transition. Déception dans les rangs politiques et militaires français qui attendaient l'annonce officielle du transfert total de la province de Kaboul et donc du district de Surobi tenu par les soldats français de la brigade La Fayette.

Faudra-t-il attendre le 5 décembre et le sommet de Bonn? Karzaï et ses proches n'auraient-ils pas fini de peaufiner les détails dont parlait un haut fonctionnaire afghan la semaine dernière? Qui sait?

Le sujet, en tout cas, a été discuté par les chefs d'Etat présents à Istanbul (c'est confirmé par un communiqué du Département d'Etat américain) qui ont avalisé le plan de transfert. Finalement, tout va bien. Il ne reste plus qu'à communiquer.

Un général américain relevé de ses fonctions en Afghanistan pour avoir critiqué Karzaï

Après le général Stanley McChrystal, alors commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (COMISAF) avant d'être relevé de ses fonctions pour avoir émis des critiques à l'égard de l'administration Obama en juin 2010, c'est au tour du général américain Peter Fuller de faire son paquetage et de rentrer aux Etats-Unis après avoir tenu des propos corrosifs à l'endroit d'Hamid Karzaï, le président afghan.



La décision, annoncée par voie de communiqué, a été prise par l'actuel COMISAF, le général John Allen. Qu'a donc dit ce commandant adjoint de la mission de l'Otan en charge de la formation des forces de sécurité afghanes pour mériter cette sanction?

Le général Fuller a simplement dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, à savoir que le président Karzaï est « coupé de la réalité ». Mais, ce sont surtout les récentes déclarations de ce dernier qui ont fait réagir l'officier américain.

« Si le Pakistan est attaqué et si le peuple pakistanais a besoin de l'aide de l'Afghanistan, l'Afghanistan sera là avec vous » [avait en effet déclaré](#) le président Karzaï, le 22 octobre dernier.

« Autant m'enfoncer une aiguille dans l'oeil. Vous rigolez, on vient de vous donner 11,6 milliards de dollars et maintenant vous nous dites 'Je n'en ai rien à faire' », a lancé le général Fuller, au cours d'un entretien [au magazine Politico](#), au sujet des

propos du président afghan.

Par ailleurs, ce qui dérange l'officier, c'est l'attitude des responsables afghans, qui en demandent toujours plus, voire même qui tordent le nez quand le matériel qui leur est offert ne leur convient pas. C'est ainsi qu'ils ont demandé, selon le général Fuller, des avions F-16 et des chars sans avoir le personnel qualifié pour les mettre en oeuvre et les moyens pour les entretenir. Ils se comportent comme si les ressources américaines étaient illimitées, alors que les Etats-Unis traversent une mauvaise passe économique.

Pour le général Allen, dont la décision de renvoyer le général Fuller est soutenue par le patron du Pentagone, Leon Panetta, « ces commentaires malheureux ne sont pas indicatifs de notre solide relation actuelle avec le gouvernement afghan, ses chefs ou de notre engagement commun pour l'emporter en Afghanistan ». C'est sûr, les propos d'Hamid Karzaï témoignent de la robustesse des rapports entre Kaboul et Washington...

29.10.2011

Attentat à Kaboul: treize tués dans les rangs de l'ISAF (actualisé)



Huit *contractors* (cinq Américains, deux Britanniques, un Kosovar), quatre soldats américains et un soldat canadien de l'ISAF, trois civils et un policier afghans ont été tués samedi à Kaboul dans un attentat suicide contre un convoi de la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf). Un bus blindé de type *Rhino* transportant des soldats et des civils a été détruit par un véhicule piégé. L'attaque a été revendiquée par les talibans.

A midi (heure française), l'ISAF a confirmé l'attaque mais a refusé de communiquer sur le nombre et l'identité des victimes. C'est vers 15h que l'EM de l'ISAF a annoncé la mort de 13 Américains, sans donner plus de précisions. Les informations sur la nationalité et le statut des morts n'ont été diffusés qu'à partir de samedi soir.

En mai 2010, un précédent attentat sur la même route de Dar-ul-Aman contre un convoi de l'Otan avait fait 18 morts, dont six soldats de la coalition parmi lesquels cinq Américains.

Par ailleurs, l'ISAF a annoncé que trois (et non plus deux) soldats de l'Otan ont été tués et six autres blessés samedi dans le sud de l'Afghanistan par un homme en uniforme de l'armée afghane. Le tireur a également été tué, selon l'Isaf. Les victimes sont australiennes.

Montauban. L'ombre de l'Afghanistan s'est étendue entre les tombes

PUBLIÉ LE 02/11/2011 09:19 | J.-PH. L.

Les militaires du 17e RGP ont rendu hommage à leurs camarades disparus en Afghanistan./photo DDM, J.-P.Laulan

commémoration hier au cimetière

Hier en fin de matinée, sous la pluie qui a accompagné toute la cérémonie d'hommage rendue aux anciens combattants, le conflit qui se déroule quotidiennement en Afghanistan s'est glissé entre les tombes des militaires et l'alignement millimétré des porte-drapeaux stoïques face à l'attaque



frontale de la météo. En effet, une délégation du 17 eRGP est venue s'associer à ce rassemblement commémoratif qui a englobé dans le devoir de mémoire collectif la disparition sur le front des opérations afghanes de quatre membres du régiment montalbanais lors de cette (triste) année qui est en train de toucher à sa fin.

« Le lien entre l'armée et la nation est un concept bien réel », une phrase de synthèse qui, relayée par la sono, a pleinement interpellé Roger Lolmède.

« Ce sont toujours les mêmes que l'on retrouve »

Ce retraité de la gendarmerie âgé de 74 ans, natif de Cazes-Mondenard, participait parapluie en main à son énième commémoration militaire accompagné en cette circonstance de « son » portedrapeau, Robert Buzenac. Président de la section locale des anciens combattants de Cazes-Mondenard, le septuagénaire avait épinglé au revers de la poche du veston gris pas moins de cinq décorations qui témoignent de son passé militaire lors de la guerre d'Algérie. La médaille militaire, la croix de la valeur militaire, la médaille du combattant, le titre de reconnaissance de la Nation et la médaille commémorative d'Algérie symbolisaient « une tranche très importante de ma vie, quelque chose que l'on ne peut pas oublier et que l'on a du mal à imaginer lorsqu'on a à peine vingt ans »

Aujourd'hui, à l'instar d'autres associations d'anciens combattants, Roger Lolmède ne sait pas trop comment les choses vont évoluer dans les années à venir. « Ce sont toujours les mêmes que l'on retrouve lors des cérémonies commémoratives, constatait-il, peut-être que les militaires qui ont participé aux Opex (1) prendront le relais dans quelque temps. » Peut-être des anciens combattants de l'Afghanistan...

(1) Opérations extérieures.

(2)

Les chasseurs alpins du 27 e BCA pour six mois en Afghanistan

[Le Dauphiné Libéré](#)

Photo DL/Greg YETCHMENIZA Les soldats français ne quittent pas tous l'**Afghanistan**. Hier, 520 chasseurs haut-savoyards ont laissé derrière eux le quartier Tom Morel de Cran-Gevrier, pour rejoindre la vallée de la Kapisa. ...



Les soldats français ne quittent pas tous l'Afghanistan. Hier, 520 chasseurs haut-savoyards ont laissé derrière eux le quartier Tom Morel de Cran-Gevrier, pour rejoindre la vallée de la Kapisa. Un départ qui ressemble étrangement à un dernier tour de piste avant le salut final. Rappelons que le désengagement total des troupes est programmé pour 2014. Mille hommes doivent partir avant la fin 2012. Mais en attendant, les militaires haut-

savoyards se sont envolés pour les bases de Tagab et Nijrab au Nord-est de Kaboul et ceci pour une durée de six longs mois. Ils devraient être de retour avant le 15 mai. Peut-être même avant. Et si possible sans que personne ne manque à l'appel. Ce qui, au regard des dernières pertes, relève d'un vœu presque aussi fragile que fou. 75 soldats français ont été tués depuis 2001 en Afghanistan. L'été dernier a été particulièrement meurtrier avec 17 décès entre 1^{er} juin et le 17 septembre.

En mars 2009, le 27^e BCA était directement touché par le décès du caporal-chef Nicolas Belda. Rassemblés, vendredi soir sur la place d'armes, les hommes pensaient forcément à ce camarade tombé sous un tir de roquette. Peut-être une raison supplémentaire d'aller en découdre avec les "insurgés". S'il en fallait une... car les chasseurs ne partent pas à contrecœur. Ils se sont entraînés durant près d'un an et ce départ est, pour eux, la conséquence logique de leurs efforts. Une sorte d'aboutissement.

Même si hier matin, derrière les grilles du quartier, les familles avaient la gorge serrée. La compagne du caporal-chef Hamel, les yeux pleins de larmes, ne pouvait pas parler. Voilà 14 ans que Christophe est dans l'armée mais jamais il n'était parti en opération extérieure. Pour un baptême, elle aurait préféré une autre destination. Pas forcément plus proche mais moins périlleuse. Les yeux rivés dans ceux dans son amie, le soldat lance, comme pour excuser son ami : « C'est toujours plus facile pour ceux qui partent... »

Queue-de-cheval blonde sur le treillis

Même discours pour l'adjudant-chef Delahaye. Queue-de-cheval blonde sur le treillis, elle laisse à Annecy trois enfants et un mari. Ce dernier est parti avant que les cars ne roulent vers Istres, d'où sa femme décollera pour la base américaine de Bagram. Pour éviter de trop mouiller son mouchoir. Et même si les familles assez peu nombreuses sur la place d'armes hier (car la plupart préfèrent se séparer dans l'intimité du foyer), cachaient pudiquement leurs émotions, on sentait le départ peser de tout son poids dans les musettes. « Prends soin de toi, écris-moi vite, branche ton ordi dès que tu es installé... Promis ? » Les recommandations s'accrochaient les unes aux autres, comme pour se réchauffer entre elles et meubler cet espace si creux que caractérise toute séparation inquiète. Jusqu'à ce que les chefs ordonnent aux hommes de se mettre en rang.

Un à un, ils sont allés chercher leur passeport et leur carnet de vaccination, les documents sont vite glissés dans une poche ou bien dans le sac, entre un porte-clefs fétiche et une ultime lettre qu'il faudra ouvrir qu'une fois arrivé dans la vallée de la Kapisa. Après deux ou trois jours de voyage.

Le chef de corps, le colonel Yvan Gouriou, a pris une dernière fois la parole : « C'est aujourd'hui le jour du grand départ. Celui qui gagnera sera celui qui ne commettra pas d'erreur. Soyez vigilants. Je vous fais confiance. » Une parole que les familles voudraient qu'elle soit un ordre absolu.

A lire aussi

- [Les soldats du 27 BCA partent pour l'Afghanistan](#)
par Colette LANIER le 30/10/2011 à 06:01

[Nouvelle mission en Afghanistan pour le 7ème BCA \(Savoie\)](#)

[TV8 Mont-Blanc](#)

Si vous voulez télécharger, allez sur <http://myreplay.tv/v/DHF3mRme> . 420 chasseurs du 7ème Bataillon de Chasseurs Alpains se rendent pour nouvelle mission en **Afghanistan**, la dernière dans la vallée de Kapisa.

Afghanistan : Un avion espion abattu à Kaboul

29/10/2011 à 18h33 |



KABOUL, 29 octobre – Selon les rebelles, dans l'après-midi de vendredi vers 14h00, un moudjahidine de l'Emirat islamique a abattu un avion espion sans pilote (drone) de l'Otan.

Cela c'est passé dans la zone de Tapa Khan du district de Sarubi (province de Kaboul) alors que l'avion planait dans la région avec pour mission d'espionner les moudjahidines.

Publié le 30 octobre 2011 à 05h00 | Mis à jour le 30 octobre 2011 à 05h00

Afghanistan : Un Char américain explose sur une mine

01/11/2011 à 11h35 - mis à jour le 01/11/2011 à 11h38

Helmand, Nov. 01 - Selon les rebelles, la nuit dernière, une mine terrestre dans la zone de Kani Manda du quartier de Marjah a explosé sous un char américain à 23H, tuant et blessant tous les occupants à bord.

Voici une vidéo montrant plusieurs explosions de véhicules de L'Otan en Irak.

Je précise que cela a pour unique but de montrer la réalité en images des combats dans cette partie du monde et non de faire la promotion d'un quelconque parti.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=NHakHg2EOVs

Main tendue au chef des Talibans



René Beaudin, collaboration spéciale
Le Soleil

Il aura fallu le spectaculaire et meurtrier attentat contre les forces alliées cette fin de semaine à Kaboul, dans lequel ont péri 17 personnes, dont un soldat Canadien, pour attirer l'attention sur ce qui est, peut-être, un tournant dans la guerre en Afghanistan

Presque au même moment où l'actuelle vague d'attentats contre l'OTAN commençait, jeudi, la secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, de retour d'un voyage en Afghanistan et au Pakistan, admettait que le processus de paix en Afghanistan devait inclure le fameux mollah Omar. Ce dernier est l'homme le plus recherché par le gouvernement des États-Unis autant que l'a été Oussama ben Laden ces 10 dernières années, soit depuis le jour où le chef des talibans a été chassé du pouvoir en Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

Aujourd'hui, Mme Clinton lui tend presque la main. C'est la première fois que Washington admet aussi ouvertement que le protecteur d'Oussama ben Laden, lors des attentats de 2001, fait partie de la solution du problème afghan, et non plus, en tout cas seulement, du problème.

Dans sa déclaration, faite devant une commission de la Chambre des représentants, Mme Clinton a certes rappelé que ce processus de paix devait d'abord être mis en place et en marche par les Afghans eux-mêmes, principalement par le régime du président Hamid Karzaï, lequel, et c'est le moins que l'on puisse dire, est perplexe à l'égard de cette démarche, ne voyant dans le chef historique des talibans qu'une créature pakistanaise.

Mme Clinton avait d'une certaine manière à choisir entre deux alliés presque en conflit dans ce qui est toujours la guerre contre le terrorisme, même si, officiellement, l'on ne l'appelle plus ainsi. A-t-elle choisi le Pakistan contre l'Afghanistan?

En tout cas, il y a dans ces développements et ces manoeuvres la recherche d'un répit dans l'espèce de guerre froide opposant ces alliés que sont encore censés être les États-Unis et le Pakistan, depuis ce fameux raid américain du 2 mai, en sol pakistanais, lors duquel ben Laden a été éliminé sans le consentement du pouvoir en place à Islamabad, voire sans que celui-ci ait été informé au préalable.

Ainsi, Mme Clinton a mis la pédale douce en ce qui concerne l'exigence si hautement proclamée ces derniers mois d'une participation massive et avouée de l'armée pakistanaise contre les bases arrières des insurgés afghans installées dans les zones tribales pakistanaises frontalières. Elle a cependant été peu loquace sur la poursuite ou l'amplification de frappes aériennes américaines dans cette même région, pour compenser les opérations militaires terrestres pakistanaises de plus en plus improbables.

Elle a même demandé à Islamabad de faciliter les conversations entre les émissaires de son pays et les insurgés afghans de toutes sortes, réfugiés ou hébergés en sol pakistanais, alors qu'il y a quelques semaines, le gouvernement de Washington accusait les services secrets pakistanais d'avoir aidé ces mêmes groupes, en Afghanistan même, dans un assaut contre l'ambassade américaine à Kaboul, en septembre. Les Pakistanais auraient même convaincu la secrétaire d'État que seul le mollah Omar a l'autorité morale pour rallier les talibans afghans qui comptent sur un compromis avec Karzaï, même si son statut dans la «chaîne de commandement» talibane, qui va de Quetta ou Karachi, où il se cache, jusqu'aux provinces afghanes insurgées, est fluctuant.

C'est un développement politique certes important pour l'Afghanistan, mais aussi pour le Pakistan lui-même, parce que là aussi il y a des rebelles talibans avec lesquels il faudra bien un jour compter.

Où sont passées les armes nucléaires pakistanaises?

5 novembre 2011 – 12:07

L'une des raisons pour lesquelles il est primordial que l'Afghanistan soit stable est d'éviter que des groupes jihadistes puissent se servir de ce pays comme base arrière pour lancer des opérations au Pakistan, doté de l'arme nucléaire.

La fiction est pleine d'histoires où une créature maléfique se retourne contre son maître. Aussi est-ce la risque que prend le Pakistan en soutenant les réseaux islamistes afghans, avec l'intention de placer ses pions après le départ de l'Otan afin de disposer d'une profondeur stratégique dans l'optique d'un conflit avec l'Inde.

Seulement, l'idéologie des jihadistes afghans est la même que celle défendue par al-Qaïda et les taliban pakistanais du TTP, lesquels sont responsables de la vague terroriste qui ensanglante le Pakistan depuis 2007. Autrement dit, tout ce beau monde s'entend bien et Islamabad joue ainsi un jeu très dangereux.

La crainte est donc de voir tomber aux mains des jihadistes des armes nucléaires pakistanaises. En avril 2010, le président Obama avait évoqué cette éventualité [lors d'un sommet portant sur ces questions](#). « Des réseaux terroristes comme al-Qaïda essaient d'obtenir des matériaux nécessaires à l'élaboration d'une arme nucléaire » avait-il alors affirmé.

« Les islamistes ne cherchent pas seulement le pouvoir au Pakistan mais ils essaient aussi de mettre la main sur du matériel nucléaire » indiquait, par ailleurs un câble diplomatique américain diffusé par WikiLeaks. Et cette préoccupation est d'autant plus fondée que [l'arsenal pakistanais aurait doublé](#), passant de 60 à plus de 100 têtes nucléaires, ce qui accroît encore le risque que l'une d'entre elles soient volée par une organisation terroriste.

Et même si en faire exploser une à New York ou à Bombay [est plus facile à dire qu'à faire](#), car il faut la transporter, déjouer les contrôles et la mettre à feu, le pire n'est jamais impossible.

Jusqu'à présent, Islamabad a toujours fait valoir que son arsenal était en sécurité et que le risque était très limité. Mais dans un pays qui est l'épicentre du jihadisme et où l'antiaméricanisme sert de ciment, il est cependant permis d'en douter. Et d'en douter davantage encore [si les informations publiées](#) par The Atlantic et le National Journal, deux magazines américains, sont exactes.

Ainsi, après le raid des forces spéciales américaines contre Oussama Ben Laden, alors caché à Abbottabad, l'équivalent pakistanais du Saint-Cyr français, Islamabad a décidé de déplacer ses armes et ses composants nucléaires, jusque-là dispersés sur une quinzaine de sites, afin d'éviter qu'elles ne soient la cible d'une opération des Etats-Unis visant à les subtiliser pour éviter, justement, qu'ils puissent tenter les islamistes.

Toujours d'après ces deux magazines, les hommes du Joint Special Operation Command (JSOC, le commandement des opérations spéciales américain) s'entraînent depuis des années à intervenir sur les sites pakistanais pour s'emparer des têtes nucléaires qu'ils abritent dans le cas où leur contrôle serait menacé.

Quoi qu'il en soit, la longue enquête réalisée en commun par The Atlantic et le National Journal révèle que les armes nucléaires pakistanaises ont été transportées vers des lieux inconnus par « des camionnettes de livraison sur les routes embouteillées et dangereuses du pays », afin de les dissimuler aux agences de renseignement américaines.

Cela étant, cette opération, supervisée par le général Khalid Kidwai, le directeur de la Division des plans stratégiques (DPS) en charge des armes nucléaires, aurait eu également pour but de soustraire ces dernières aux organisations terroristes, qui savaient parfaitement où elles étaient stockées étant donné que certaines d'entre elles ont mené, par le passé, des attaques visant des bases de la force de frappe pakistanaise.

L'opération Harmattan en chiffres

4 novembre 2011 – 13:56

La mission de l'Otan en Libye ayant pris fin le 31 octobre au soir et alors que les 4 derniers Rafale de l'armée de l'Air encore déployés en Sicile vont revenir en France dans les prochains jours, l'on peut désormais établir un bilan chiffré de la participation française aux opérations.

Et le premier chiffre qu'il convient de souligner est celui-ci : ZERO. Les forces françaises ont en effet subi aucune perte humaine dans ce conflit (hormis un marin de la frégate Georges Leygues, décédé de cause naturelle) et tous les matériels engagés sont rentrés, même si quelques Mirages F1 ont été contraints de se poser en urgence à Malte pour des problèmes techniques. Mis que très rarement mis en avant, les mécaniciens de l'armée de l'Air, de la Marine de l'ALAT, et plus généralement l'ensemble des personnels de la chaîne logistique, ont réalisé un travail remarquable. Sans eux, pas d'avions en état de vol, donc pas de missions.

Au total, depuis le 19 mars, 4.200 militaires ont été engagés dans l'opération Harmattan, de même que 40 avions, 20 hélicoptères, 1 drone et 27 bâtiments de la Marine nationale se sont relayés au large des côtes libyennes, dont le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle, qui a assuré 2.380 catapultages et appontages.

Les marins français ont ainsi assuré la protection des voies maritimes vers Misrata, afin de sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire et effectué des frappes contre terre. Au moins 3.000 obus (76 mm et 100 mm) ont été tirés.

Les avions de l'armée de l'Air et de la Marine nationale ont assuré 27.000 heures de vol pour 5.600 sorties, dont 3.100 à vocation offensive (1.000 objectifs ont été détruits), 1.200 de reconnaissance, 400 de défense aérienne, 340 de contrôle aérien (E3F Awacs et E2C Hawkeye) et 580 de ravitaillement en vol, toutes accomplies par le groupe Bretagne, énormément sollicité pendant cette campagne.

Par rapport aux membres de l'Otan ayant participé à l'opération, les appareils français ont accompli 25% des sorties, 35% des missions offensives et 20% des frappes. Au niveau des munitions, 950 bombes GBU, 225 Armement Air-Sol Modulaire (A2SM), dont la récente version à guidage infrarouge pour une précision métrique a été utilisée pour la première fois en opération et 15 missiles SCALP ont été consommés.

Quant au groupement aéromobile de l'Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT), embarqué à bord des deux BPC de type Mistral qui se sont relayés au large de la Libye, il a effectué 90% des frappes par hélicoptère de la coalition au cours qu'une quarantaine de raids, lesquels ont permis de détruire 450 objectifs. Les Gazelle ont lancé 432 missiles HOT pendant que les Tigre ont tiré 1.500 roquettes.

Enfin, les surcoûts engendrés par cette intervention devraient s'élever entre 300 et 350 millions d'euros, soit environ un tiers des dépenses totales liées aux opérations extérieures pour l'année 2011.

30.10.2011

Libye: demain, c'est fini (pour certains); on fait les comptes?



Il y a ce que l'on sait. Et la liste des certitudes est courte. Kadhafi est mort. Le mandat issu de la résolution 1973 prend fin le 31 octobre à 23h59. L'Otan démonte son opération aéronavale.

Il y a ce que l'on pense. Et la liste des incertitudes est plus longue. La Libye serait libérée de toute oppression. L'après-Kadhafi pourrait donner lieu à des empoignades et des étripades locales. On assistera à l'émergence d'un nouvel Eden pétrolier. Il y aura, peut-être, de merveilleuses affaires à réaliser en Libye. Le nouvel Etat sera séculier; le nouvel Etat sera islamiste; qui sait?.

Il y a les chiffres. Et à défaut d'un avis définitif et péremptoire sur l'avenir de la Libye, je vais m'y cantonner ce matin.

- 17 (mars): vote de la résolution 1973, qui définit un mandat de protection des populations civiles
- 19 (mars): le début des opérations aériennes au-dessus du territoire Libye
- 226 (jours): la durée des opérations de la coalition menée par le triumvirat franco-anglo-américain
- 23 (mars): le début de l'opération coordonnée par l'Otan
- 222 (jours): la durée des opérations otaniennes
- 18 (pays): le nombre de nations contribuant aux opérations militaires dans le cadre du mandat onusien
- 26 323 (sorties aériennes): dont 9 658 'strike sorties'.
- 5 900 (cibles): dont 600 blindés
- 3 124 (navires) contrôlés dans le cadre de l'embargo. 296 arraisonnements ont été effectués.
- 1,1 (milliard de dollars): le coût des opérations pour les USA. Toujours en dollars, j'ajoute 420 millions pour la France et 480 pour le Royaume-Uni.
- 25 000 (morts) et 60 000 blessés: le nombre estimé des victimes du conflit

Libye : point de situation n° 50 - bilan de l'opération Unified Protector

Mise à jour : 04/11/2011 15:09

Le 31 octobre 2011 soir l'opération *Unified protector* a pris fin après 7 mois d'engagement.



Au total, 4 200 militaires ont été engagés pour permettre, au plus fort de la crise de mettre en œuvre plus de 40 aéronefs, une vingtaine d'hélicoptères, une dizaine de bâtiments de combat et de soutien dont le porte-avions Charles de Gaulle et un bâtiment de projection et de commandement (BPC).

Sur mer, 27 bâtiments de la Marine nationale se sont succédé pour assurer la permanence des opérations maritimes. Durant plus de 1 500 jours de mer, les marins français ont assuré les frappes contre terre et la protection de la voie d'accès maritime de Misratah pour sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire.

Dans les airs, les avions de combat de l'armée de l'Air et de la Marine nationale déployés depuis le porte-avions Charles de Gaulle, les bases françaises et les bases de La Sude en Crète et de Sigonella en Sicile, totalisent plus de 27 000 heures de vol et environ 5 600 sorties réparties comme suit : 3 100 sorties offensives, 1 200 sorties de reconnaissance, 400 sorties de défense aérienne, 340 sorties de contrôle aérien, 580 sorties de ravitaillement. Au cours de ces sorties, un millier d'objectifs ont été détruits.



Ces sorties représentent 25% des sorties de la coalition, 35 % des missions offensives et 20% des frappes de la coalition.

Le GAM (groupement aéromobile), constitué par les hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT), a réalisé une quarantaine de raids au cours desquels 450 objectifs ont été détruits. Ils ont ainsi effectué 90% des frappes par hélicoptères de la coalition.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Libye : Quatre militaires français auraient coordonné les frappes aériennes de l'Otan aux côtés de la brigade al-Jazira

3 novembre 2011 – 21:57

Officiellement, la France n'a envoyé que des officiers de liaison en Libye, précisément à Benghazi. Et des hommes du Commandement des opérations spéciales (COS) ont repris le contrôle de l'ambassade de France à Tripoli. Pour le reste, il n'y a pas eu d'autres militaires français déployés auprès des insurgés libyens. Du moins, toujours officiellement. Le seul pays qui a reconnu avoir envoyé des troupes pour donner un coup de mains aux combattants du Conseil national de transition (CNT) [est le Qatar](#).

Pourtant, quelques indiscretions parues dans la presse d'outre-Manche donnent à penser que des commandos du Special Air Service, les forces spéciales britanniques, ont été de la partie. De même que des militaires français, si l'on en croit le témoignage recueilli par l'Agence France Presse auprès de la brigade al-Jazira.

Cette unité du CNT, composée par des volontaires originaires de l'est de la Libye, a eu pour mission de couvrir le flanc sud du front depuis la fin du mois d'avril, afin d'éviter que les combattants révolutionnaires ne soient pris par revers par les forces restées loyales au colonel Kadhafi.

Equipée de pick-up armés, la brigade al-Jazira a parcouru des milliers de kilomètres dans le désert libyen. Il y a deux mois, à Zillah, située à 800 km au sud-est de Tripoli, elle a été la cible d'une attaque par gaz innervant. « Trois de mes hommes sont morts étouffés. D'autres ont vomi, fait des crises d'épilepsie. On ne s'y attendait pas » a confié à l'AFP son commandant, Hakim Mazeb Saadi.

Autre révélation : la présence de 4 militaires français, appartenant vraisemblablement au COS, parmi ces combattants du désert. Pendant trois mois, ils ont coordonné l'action de la brigade avec les frappes aériennes de la coalition internationale. « On était isolé dans le sud, donc l'Otan les a envoyés. Brice, Félix, Angel et Cartier », se souvient Hussein Abd Algader. « Ce sont de très bons amis » ajoute-t-il.

« Brice, c'est mon préféré (...), il est très gentil, il venait toujours nous soigner quand on était blessés » renchérit Ahmed Misrati, un autre combattant de la brigade al-Jazira. Apparemment, ces quatre militaires français, dont les patronymes ont tout l'air de pseudonymes, sont arrivés par avion sur l'aéroport de Hon, à 640 km au sud-est de Tripoli et sont repartis, il y a deux semaines, à Benghazi.

Ils avaient installés leur QG dans la salle de conférence d'un hôtel de Houn, d'où ils fournissaient les coordonnées pour les frappes aériennes. Selon le journaliste de l'AFP, des rations militaires françaises, étiquetées « Porc en salade » (par conséquent non destinées à des combattants musulmans), sont restées dans un coin de la pièce.

Quant à la brigade al-Jazira, sa mission est désormais de protéger les installations sensibles de l'oasis de Djofra, où a été localisé un important stock d'armes.

Et si un militaire européen est otage...

Publié le [4 novembre 2011](#) par [Nicolas Gros-Verheyde](#)

(BRUXELLES2, exclusif) C'est la question que se sont posée les spécialistes de l'Etat-Major de l'Union européenne qui planchent sur tous les scénarios possibles des opérations européennes. Même si l'hypothèse d'un enlèvement d'un militaire ne s'est produite qu'à de rares exceptions, elle ne doit pas être négligée. Car la propension d'une capture dans une des missions existantes — que cela soit au Congo ou au Moyen-Orient, qu'il s'agisse d'un civil ou d'un militaire — n'est pas

négligeable.



L'UE se dote d'un concept pour récupérer ses hommes capturés

Certes, la prise d'otage d'un ressortissant national relève avant tout de la compétence d'un Etat membre. Mais au niveau européen, on veut avant tout prévenir une telle hypothèse. Les Etats membres ont différentes capacités, priorités et politiques de récupération du personnel (PR) ; il importe de se doter d'une « *politique commune pour faciliter la cohérence et l'unité des efforts dans les opérations de gestion crises conduites dans l'UE* » explique-t-on à l'Etat-Major. Car seul un ensemble « *d'efforts civils, militaires et diplomatiques (pourront) permettre la récupération et la réintégration des personnels isolés et capturés* ».

Le risque n'est pas négligeable

Quand on parle de récupération, il s'agit de toutes les étapes d'un tel processus : éviter la capture – il existe des tactiques, techniques et procédures pour donner aux personnels isolés les instruments pour survivre dans un tel environnement et éviter la capture quand des menaces existent – ; permettre l'évasion ou la récupération – résister à l'exploitation par les ravisseurs et si la situation le permet échapper à la captivité – ; faciliter la réintégration – avec une assistance psychologique et médicale permettant au personnel récupéré, et un débriefing par les services de renseignements dans un objectif de retour d'expérience.

Préparer les personnels

Dans tous les cas, il faut préparer aussi les personnels à survivre dans un tel environnement ; c'est la *Survival, Evasion, Resistance and Extraction* (SERE). En considérant l'environnement

opérationnel, les forces de l'UE devraient être entraînées et prêtes à répondre à des missions de récupération sur tout le spectre opérationnel. Les commandants d'opération « *devraient être au courant des conditions pertinentes préalables pour exécuter ces missions* », précise le concept. Les forces engagées pour une telle opération devraient « *idéalement pouvoir être engagés sans caveats* ». En particulier, les « *personnels isolés peuvent subir différents niveaux d'exploitation s'ils sont capturés et doivent être entraînés de la manière appropriée* ».

Les canaux d'intervention

Au niveau diplomatique – les moyens européens que ce soit au siège du SEAE ou dans les délégations de l'UE – peuvent être mobilisés aux côtés des canaux gouvernementaux. Si nécessaire, une nation-cadre peut être désignée. Coté civil, cela peut inclure des interventions « *formelles ou informelles des organisations intergouvernementales, des ONG, (voire) inclure des personnalités privées (private citizens) influents* ». De par leur nature, ces efforts civils peuvent être conduits de façon indépendante par ces organisations et individus, sans que les Etats membres en aient connaissance. L'option militaire inclut, elle, la planification et l'exécution d'actions décidées par le commandant et l'Etat-Major pour « *rapporter des informations, localiser, soutenir, récupérer et réintégrer les personnels isolés* ».

Et plusieurs types d'intervention

Le concept envisage plusieurs possibilités d'intervention : allant de la simple recherche et sauvetage (Search and Rescue SAR), au besoin avec combat (CSAR) à la « *récupération assistée non conventionnelle* », autrement dit la récupération par des forces spéciales, des « *agences d'autres gouvernements ou des forces locales spécialement entraînées à cet objectif et utilisant des réseaux autochtones préétablis* ».

Le porte-avions Charles de Gaulle et le BPC Tonnerre recevront la Croix de la Valeur Militaire

3 novembre 2011 – 13:00

Ces 12 derniers mois auront été intenses d'un point de vue opérationnel. Et certaines unités ont été particulièrement sollicitées, intervenant même, pour quelques unes, sur deux théâtres extérieurs.

Ainsi, les drapeaux, étendards et fanions de ces unités recevront, à l'occasion des cérémonies commémorant l'armistice du 11 novembre 1918, [la Croix de la Valeur Militaire](#), créée en 1956.

L'Hôpital d'instruction des armées (HIA) de Percy, qui joue un rôle essentiel dans l'accueil et les soins apportés aux militaires blessés en opérations extérieures, sera récompensé, de même que l'escadron de gendarmerie mobile de Satory.

Pour l'armée de l'Air, les escadrons 3/3 Ardennes, 1/67 Pyrénées et 1/33 Belfort, qui a troqué ses Mirage F1 CR contre des drones Harfang, recevront aussi la Croix de la Valeur Militaire. Sont également concernés, pour leur engagement en Afghanistan et en Côte d'Ivoire, le 1er Régiment de Chasseurs Parachutistes (RCP), le 7ème Bataillon de Chasseurs Alpains (BCA), le 1er Régiment d'Hélicoptères de combat (RHC) et le 12ème Régiment de Cuirassiers,.

Enfin, la Marine nationale n'est pas en reste. En effet, avec sa participation aux opérations Pamir en Afghanistan et Harmattan en Libye, au cours de laquelle il a assuré 2.380 catapultages et appontages, le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle fait partie des unités mises en avant. Pour les mêmes motifs, la flottille 12F, équipée de Rafale M, sera également distinguée

De même que le Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) Tonnerre, à partir duquel a été mis en oeuvre les hélicoptères d'attaque de l'ALAT lors de l'affaire libyenne. Le navire a aussi pris une part active, quoique pas assez médiatisée (mea culpa!), à l'opération Licorne, au moment où la tension était à son comble à Abidjan.

Par ailleurs, d'autres unités de la Marine nationale devraient être distinguées avant la fin de cette année en recevant la Croix de la Valeur Militaire. Il s'agit du commando Jaubert (Pamir), du sous-marin nucléaire d'attaque Amethyste, de la frégate Courbet et de l'avisos LV Lavalée (Harmattan), ainsi que la Flottille 23F, dotée d'Atlantique 2 (Harmattan et Licorne).

4.500 travaux en cours à bord du porte-avions Charles de Gaulle (MàJ)

31 octobre 2011 – 14:53

Très sollicité au cours de ces 12 derniers mois, avec la mission Agapanthe 2010 dans l'océan Indien et surtout l'opération Harmattan au large de la Libye, le porte-avions Charles de Gaulle est actuellement à Toulon, son port d'attache, qu'il a retrouvé en août dernier.

Il n'est pas question qu'il reparte pour une nouvelle mission dans les jours qui viennent. En effet, depuis septembre, et afin de « se refaire du potentiel », il est en arrêt technique, ce qui avait été prévu par son livret d'entretien.

La précédente immobilisation importante du navire avait eu lieu en juillet 2007. Il s'agissait alors d'une interruption périodique pour entretien et réparation (IPER) de 15 mois, programmée à intervalle régulier (tous les 7 ans environ), laquelle fut suivie d'une longue remontée en puissance au cours de laquelle un problème décelé sur son système propulsif l'avait contraint à un nouvel arrêt, en mars 2009.

Cette fois, lors de cette immobilisation prévue pour être relativement courte, le navire amiral de la Marine nationale fait l'objet de 4.500 travaux, effectués par 350 techniciens de DCNS et de 600 marins.

[Comme le souligne Var Matin](#), cela va du « filet de protection à changer » à la « turbine basse pression de 35 tonnes démonter puis à réinstaller », en passant par la repeinte d'un morceau du pont d'envol. Les tâches les plus complexes sont dévolues à DCNS, l'équipage du navire s'occupant du reste.

« Nous avons notre propre capacité de maintenance. Et puis nous préparons le terrain à DCNS, nous sécurisons et cordonnons le tout », a expliqué, au quotidien, le capitaine de corvette Xavier Kerberenes, responsable de la coordination des travaux. « Le bord agit en tant que maître d'œuvre pour redonner un potentiel de navigation au PA » a-t-il ajouté.

Si tout se passe bien, les travaux en cours devraient être terminés en décembre. Par la suite, le Charles de Gaulle reprendra la mer pour permettre l'entraînement des pilotes du groupe aérien embarqué, ce qui n'avait pas été possible ces derniers mois en raison de l'intense activité opérationnelle du bâtiment.

Quelques précisions toutefois, toujours utiles pour celles et ceux qui sont toujours prompts à la critique contre ce navire de la Royale : entre octobre 2010 et août 2011, le PAN Charles de Gaulle a passé 230 jours en mer et permis l'accomplissement de 2.000 missions aériennes lors de la récente opération militaire en Libye. Il est bon de le souligner.

Fin des opérations militaires en Libye



Rafale Air et Mirage 2000 de l'armée de l'Air

crédits : EMA

31/10/2011

L'OTAN met officiellement un terme, ce 31 octobre, aux opérations en Libye, conformément à la fin du mandat que lui avait confié le Conseil de sécurité de l'ONU. L'OTAN avait pris le commandement de l'intervention militaire le 31 mars dernier, deux semaines après le début des frappes engagées par la coalition (le 17 mars). « La situation s'est stabilisée suffisamment pour que la communauté internationale n'ait plus besoin d'intervenir. Pour moi, l'opération est terminée », s'est félicité vendredi, sur l'antenne de nos confrères de France Info, l'amiral Edouard Guillaud, Chef d'état-major des Armées. Alors que le gros des moyens navals engagés a quitté la zone le 22 octobre, il ne restait plus vendredi que 9 avions de combat français en Sicile et en Crète. Selon le CEMA, ces appareils devraient être rentrés en France d'ici la fin de cette semaine, le matériel déployé devant suivre d'ici la mi-novembre.

L'effondrement des dernières forces du colonel Kadhafi, mort près de Syrte le 20 octobre, avait provoqué, ces dernières semaines une diminution significative du nombre d'interventions. Ainsi,

entre le 20 et le 27 octobre, seules 55 sorties (dont 20 d'attaque au sol) ont été assurées par les forces aériennes françaises. Sur cette période, seule une dizaine de véhicules armés a été neutralisée par une patrouille de Mirage 2000D et Mirage F1, et tous ces véhicules l'ont été dans la région de Syrte au cours de la fameuse journée du 20 octobre, qui a vu la fin de l'ex-dictateur libyen.

Amiral Guillaud : en Libye, « l'opération est... par *FranceInfo*

http://www.dailymotion.com/video/xlzi52_amiral-guillaud-en-libye-l-operation-est-terminee_news?start=3#from=embed

Pour les avions de l'armée de l'Air et ceux de la Marine nationale (le groupe aérien du Charles de Gaulle et les avions de patrouille maritime), l'opération Harmattan s'est traduite, du 19 mars au 30 septembre, par environ 4500 sorties, soit 20.000 heures de vol, représentant 25 % des sorties de la coalition et 35% des missions offensives. Les appareils français se sont attribués 20% des frappes réalisées contre les forces du colonel Kadhafi, avec plus de 750 objectifs militaires détruits. Les frégates de la Marine nationale ont également été très actives, avec notamment quelques 3000 obus tirés lors de 85 engagements contre des objectifs militaires situés sur le littoral libyen. Alors que l'opération touche à sa fin, l'amiral Guillaud tire un bilan très positif de l'engagement militaire français : « Le bilan technique est tout à fait formidable. Nous avons de très bons matériels, d'excellents avions avec le Rafale, d'excellents hélicoptères, le Tigre l'a montré, d'excellents navires également. Les bâtiments de projection et de commandement, ainsi que le porte-avions, ont été utilisés d'une façon qui a surpris et impressionné, y compris nos alliés », relève le CEMA, qui salue aussi, au-delà des équipements, l'action des militaires : « Des équipages parfaitement entraînés, avec un moral d'acier, très courageux et très professionnels ».



Le Charles de Gaulle est resté sur zone jusqu'à début août (© : MARINE NATIONALE)



Les BPC ont déployé les hélicoptères de l'ALAT, dont le Tigre (© : EMA)



Frégate française au large de la Libye (© : EMA)

La Marine nationale manque de spécialistes

2 novembre 2011 – 14:19

Dans son édition du 15 octobre dernier, le magazine de la Marine Nationale, Cols Bleus, [faisait état](#) d'une « diminution quantitative et qualitative de certains profils indispensables dans la mise en oeuvre de plus en plus complexes des moyens » en évoquant la campagne de recrutement de la Royale.

Du coup, il y a des tensions sur certaines spécialités, alors même que les effectifs de la Marine nationale doivent diminuer encore de 5.000 personnels d'ici à 2014.

Conséquence : comme le recrutement ne donne pas entièrement satisfaction et que les fonctions où les besoins sont les plus criants peinent à trouver de nouvelles recrues, certains marins spécialistes qui voudraient démissionner pour un emploi sans doute plus lucratif dans le civil se voient contraints de rester sous l'uniforme. A contrario, ceux qui souhaiteraient rester dans l'institution sont poussés vers la sortie.

Ainsi, les cas de demandes de démission refusées sont de plus en plus nombreux. [Le quotidien Le Télégramme](#) cite le cas d'un jeune marin basé à Brest qui a toutes les peines du monde pour quitter l'uniforme, quitte à rembourser à l'Etat « l'année qu'il lui est encore redevable après formation. »

« J'ai trouvé un emploi dans le civil mais la Marine refuse de me laisser partir au bout de 10 ans de bons et loyaux services » a-t-il confié au journal. Pour arriver à ses fins, il a fait appel à un avocat pour faire valoir son droit à quitter l'uniforme, conformément aux textes réglementaires. Apparemment sans succès pour le moment.

Les forces nucléaires stratégiques sous-marines dans le monde



Neuf États détiennent aujourd'hui l'arme atomique : les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. L'Iran s'y prépare. Seuls les cinq premiers sont dotés d'une force nucléaire stratégique sous-marine mise en oeuvre à partir

de SNLE. Ils seront bientôt rejoints par l'Inde. Instrument de la dissuasion, le SNLE est un sous-marin à propulsion nucléaire de très grande taille, doté de missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) à charge nucléaire, disposés dans des tubes de lancement verticaux et lancés en plongée. Il est également équipé de systèmes d'armes d'autodéfense : torpilles, missiles mer-mer... En raison de son autonomie et de ses qualités de discrétion acoustique, il est difficile à localiser et peut garantir, depuis n'importe quelle mer du globe, une frappe nucléaire de riposte. Au 1er janvier 2011, trente-six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins étaient en service dans le monde. Les États-Unis et la Russie en possèdent vingt-six à eux deux, soit plus des deux tiers. Revue des forces en présence et des doctrines d'emploi.

PAR JOSEPH LE GALL - Capitaine de frégate (H), ancien officier de renseignement à la DPSD.

FRANCE



- SNLE-NG Le Terrible en présence de Nicolas Sarkozy

La Force océanique stratégique (FOST) constitue la principale composante des forces nucléaires stratégiques françaises. Au 1er janvier 2011, la FOST est composée de quatre SNLE de nouvelle génération (SNLE/NG) de la classe Le Triomphant, trois armés de 16 missiles stratégiques M-45, le quatrième, Le Terrible, étant lui doté du MSBS/NG M-51. Les trois autres SNLE seront adaptés au M-51, entre 2011 et 2018

Doctrine d'emploi

Le dernier Livre blanc sur la Défense rappelle que la dissuasion nucléaire demeure un fondement essentiel de la stratégie nationale et qu'elle est la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance de la France. Il y est écrit que : «La France disposera des moyens de pérenniser ses capacités aussi longtemps que les armes nucléaires seront nécessaires à sa sécurité.» Pour autant, «la France a pris et continuera de prendre des initiatives dans le domaine du désarmement nucléaire. Elle sera particulièrement active dans la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques, ainsi que des missiles susceptibles de les emporter».

"Notre dissuasion nucléaire nous protège de toute agression d'origine étatique contre nos intérêts vitaux."

Le 21 mars 2008, à Cherbourg, le président de la République a clairement précisé la position française à l'occasion de la présentation du SNLE Le Terrible : «Notre dissuasion nucléaire nous protège de toute agression d'origine étatique contre nos intérêts vitaux (...). Ceux-ci comprennent, bien sûr, les éléments constitutifs de notre identité et de notre existence en tant qu'État- Nation, ainsi que le libre exercice de notre souveraineté (...). Tous ceux qui menaceraient de s'en prendre à nos intérêts vitaux s'exposeraient à une riposte sévère de la France, entraînant des dommages inacceptables pour eux, hors de proportion avec leurs objectifs. Ce serait alors en priorité les centres de pouvoir politique, économique et militaire qui seraient visés (...). Nous ne pouvons exclure qu'un adversaire se méprenne sur la délimitation de nos intérêts vitaux ou sur notre détermination à les sauvegarder. Dans le cadre de l'exercice de la dissuasion, il serait alors possible de procéder à un avertissement nucléaire, qui marquerait notre détermination. Il serait destiné à rétablir la dissuasion (...). Le missile intercontinental M51, que Le Terrible emportera dès sa mise en service en 2010, et le missile ASMPA que le Rafale emportera dès cette année (NDLR : 2008), répondent à l'analyse des risques à l'horizon du Livre blanc. J'ai aussi la conviction qu'il est indispensable de maintenir deux composantes nucléaires, une océanique et une aéroportée. En effet, leurs caractéristiques respectives, notamment en termes de portée et de précision, les rendent complémentaires. Pour faire face à toute surprise, le chef de l'État doit pouvoir compter sur elles en permanence (...). Notre dissuasion tient compte aussi de l'évolution du monde, de nos alliances et de la construction européenne (...). S'agissant de l'Alliance atlantique, sa sécurité repose également sur la dissuasion nucléaire. Les forces nucléaires britanniques et françaises y contribuent. Cela figure dans le concept stratégique de l'Alliance, depuis 1974, et reste d'actualité (...).»

Libye - Envoi de renforts médicaux

[Diplomatie - Ministère des Affaires étrangères et européennes](#) - 31/10/2011 11:50:00

Dans le cadre du soutien que la France apporte aux nouvelles autorités libyennes, la France poursuit ses efforts pour soigner les blessés de guerre en renforçant les capacités des hôpitaux libyens.

Après l'envoi d'une équipe médicale de renfort au Benghazi Medical Centre il y a 15 jours, qui a permis de prendre en charge une centaine de blessés, une nouvelle équipe partira cette semaine pour renforcer le Tripoli Medical Centre.

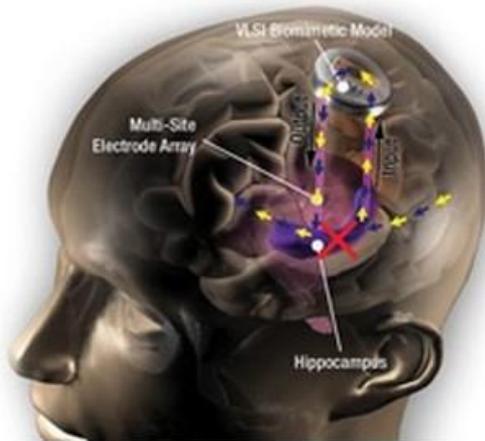
La France dépêche également à Misrata et en Tunisie, où se trouvent actuellement de nombreux blessés libyens, une équipe médicale qui aura pour mission d'orienter les blessés en fonction des pathologies.

lundi, 31 octobre 2011

Programme REMIND : les soldats blessés bientôt aidés par un implant cérébral ?

Les scientifiques ont fait un pas important dans leur projet de permettre aux cerveaux endommagés de soldats handicapés de recouvrer la mémoire.

En utilisant une puce d'ordinateur, les chercheurs ont offert à des rats la capacité de se souvenir de certaines tâches sur une période étendue.



Les scientifiques étudient maintenant le concept sur des primates, ce qui les rapproche d'autant d'une possibilité d'application aux troupes qui ont subi des dommages cérébraux traumatiques.

L'idée est d'implanter un module électronique qui contourne les parties lésées du cerveau pour restaurer la mémoire et les fonctions cognitives. La recherche se concentre sur l'hippocampe, une aire du cerveau qui convertit les souvenirs à court terme en souvenirs permanents. Les scientifiques ont

créé un module synthétique qui substitue cette fonction chez des rongeurs. Sans un hippocampe en état de fonctionner, les rats de laboratoire ne pourraient se souvenir que pendant une dizaine de secondes d'une tâche qu'ils ont été entraînés à effectuer, explique Théodore Berger, professeur en ingénierie biomédicale à l'université de Californie du Sud.

Le système pourrait aider les soldats qui ont subi des dommages aux lobes temporaux à la suite de l'explosion d'un engin explosif improvisé ou dans des situations similaires. **Le Pentagone a estimé à 400.000 le nombre de vétérans des guerres en Irak et en Afghanistan qui souffraient de dommages cérébraux.**

Le professeur Berger explique que *"ils ont tendance à perdre la capacité à former de nouveaux souvenirs à long terme, donc c'est exactement le type de fonction dont ces gars ont besoin afin de pouvoir apprendre un nouveau métier et interagir avec de nouvelles personnes."*

La *Defense Advanced Research Projects Agency* finance le travail qui voit la participation de l'université de Californie du Sud, de l'université de Wake Forest et de l'université du Kentucky. La *DARPA* a donné au programme l'acronyme "REMIND" pour *Restorative Encoding Memory Integration Neural Device* (Module neuronal d'intégration de mémoire restaurée par encodage).

Les chercheurs ont déjà débuté l'entraînement des primates en leur présentant des images dont ils doivent se souvenir pendant quelques secondes et en collectant les données initiales émises par leur cerveau.

"Cela va nous prendre plusieurs années à mettre au point, puis nous nous travaillerons sur les êtres humains", dit le professeur Berger.

Auteur : Eric BEIDEL

Source : National Defense Magazine

Pour soulager les souffrances de leurs blessés, les Marines utilisent des sucettes analgésiques

2 novembre 2011 – 12:31



Quand un soldat est blessé au combat, l'infirmier qui suit les troupes au contact lui fait une piqûre de morphine afin de l'aider à supporter la douleur. Mais le corps des Marines met en pratique une autre technique, supposée être plus efficace.

En effet, il n'est plus question d'injecter le calmant avec une seringue mais par une... sucette [de fentanyl](#), un puissant analgésique opoïde, 80 fois plus puissant que la morphine. Ce mode serait plus efficace, d'après le capitaine Brian Block, un porte-parole de l'US Marine Corp, dont les propos ont été rapportés par l'AFP.

Selon cet officier, « le produit passe plus vite dans le sang via les muqueuses de la bouche », notamment si le blessé est atteint aux bras ou aux jambes, car dans ce cas, la blessure « peut provoquer une constriction des vaisseaux sanguins », ce qui ralentit « le moment où l'injection du produit fera effet ».

Par ailleurs, si le blessé tombe en état de choc ou s'il est nécessaire de doser la quantité de produit qu'on lui donne, il suffit de lui retirer la sucette analgésique de la bouche, ce qui n'est pas possible avec la traditionnelle seringue.

Etant donné que la morphine est un produit stupéfiant, les marines n'en ont pas dans leur paquetage. Seuls les médecins et les infirmiers sont habilités à en donner. Et il en sera de même pour la sucette de fentanyl.

Retour à Saint Dizier



Le **CEMAA** et les grands commandeurs ont accueilli cet après-midi les quatre derniers Rafale (photos Jean-Marc Tanguy) engagés dans l'opération Harmattan (le 5e était rentré fin octobre) : deux monoplaces et deux biplaces qui ont posé à 14h10 à Saint-Dizier. Symboliquement, quatre grands commandeurs ou leurs représentants ont

accueilli chacun au pied des avions : le général **Antoine Noguier** (CDAOA), le général **Patrick Pacorel** (BAC/CFA), le général **Eric de Lauriston** (n°2 CSFA) et le général **Paul Fouilland** (CFAS).



Le CEMAA a notamment loué la précision des équipages et le travail effectué par les ESTA (escadrons de maintenance) pour générer de la disponibilité. Un dernier remerciement, plus inattendu à, été envoyé vers les familles, dont toutes n'avaient pas pu se libérer : "si nos hommes et nos femmes peuvent s'engager, c'est parce qu'ils peuvent compter sur leurs familles pour les soutenir".

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [11/04/2011 08:26:00 PM](#)

FFDj : prise d'alerte de la permanence opérationnelle par les Mirage 2000-5

Mise à jour : 03/11/2011 18:03

Depuis le 1er septembre 2011, quatre *Mirage* 2000-5 participent à la permanence opérationnelle à Djibouti dans le cadre des accords de défense entre la France et la République de Djibouti, et assurent ainsi la défense aérienne de Djibouti.



Après la phase de qualification des pilotes, des vols d'entraînement et d'entretien sont effectués régulièrement dans le ciel de Djibouti. Les FFDj (Forces françaises à Djibouti) sont en mesure de répondre à toute menace dans l'espace aérien de Djibouti avec du personnel entraîné et des moyens adaptés.

Les 4 *Mirage* 2000-5 font partie, avec les 3 *Mirage* 2000 D, de la composante « chasse » des FFDj. Ils sont mis en œuvre depuis la base aérienne 188, par du personnel de l'escadron de chasse 03.011 « Corse ».

Les *Mirage* 2000-5 sont des chasseurs de supériorité aérienne de dernière génération. En plus de leur grande autonomie en vol, ces appareils possèdent une conduite de tir multi cibles et sont armés de missiles autonomes dits « tir-et-oublie ».

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

La DGA commande sept hélicoptères Cougar rénovés

Mise à jour : 28/10/2011 14:19

La direction générale de l'armement (DGA) a commandé le 11 octobre 2011 la rénovation de sept hélicoptères Cougar (six machines de l'armée de terre et une de l'armée de l'air).

Cette commande s'inscrit dans le cadre du contrat de modernisation de l'ensemble de la flotte des hélicoptères Cougar des forces armées notifié à Eurocopter en janvier 2008 pour 220 millions d'euros.

L'objectif de la rénovation des Cougar est de maintenir l'aptitude opérationnelle de ces 26 hélicoptères de manœuvre :



- en rénovant leur avionique pour la mettre en conformité avec l'évolution de la réglementation de la circulation aérienne générale ;
- en modernisant leur système d'autoprotection pour répondre à l'évolution de la menace antiaérienne ;
- en intégrant le système d'information terminal de l'aviation légère de l'armée de terre (SIT ALAT).

La mission principale des hélicoptères Cougar est le transport tactique (capacité 20 personnes), de jour comme

de nuit. Les missions associées sont le transport de matériel ou le secours aux civils dans le cas de conflits ou de catastrophes naturelles dans des zones peu accessibles par la route.

La capacité de transport tactique de l'armée de terre repose aujourd'hui sur les parcs d'hélicoptères de manœuvre Puma et Cougar. Le Cougar rénové est appelé à rester un vecteur essentiel du transport tactique des forces terrestres aux côtés de l'hélicoptère NH90.

Des plans de l'A400M volés

4 novembre 2011 – 17:50

Le cyber-espionnage fait actuellement grand bruit, notamment avec la publication, aux Etats-Unis, d'un rapport intitulé « Des espions étrangers volent des secrets économiques américains dans le cyberspace » et dans lequel la Chine et la Russie sont désignées comme étant les deux principaux pays à l'origine de piratages informatiques outre-Atlantique.

Mais il ne faut pas non plus oublier les méthodes plus primaires mais qui sont tout aussi efficaces. Ainsi, en est-il du vol d'ordinateurs portables appartenant à un cadre d'une entreprise ayant des activités stratégiques. Les aéroports sont notamment les endroits les plus sensibles en la matière (une vingtaine de vols par jour à Roissy par exemple). Et, manifestement, les chambres d'hôtel aussi.

En effet, [d'après Le Parisien](#), un ordinateur portable contenant les plans du système d'approvisionnement de l'A400M, le futur avion de transport tactique développé par Airbus Military, a été dérobé dans la chambre 136 [de l'hôtel Pullman](#), à Versailles, par deux inconnus, entre 17h30 et 21h30, le 1er novembre dernier.

Il est à espérer que les données stockées sur le disque dur étaient cryptées ou bien encore que l'ordinateur dérobé ait été équipé d'un système de verrouillage (cela dit, si un tel dispositif est de nature à décourager les voleurs à la petite semaine, il ne doit pas faire peur à un service de renseignement si tant est que le vol a été commis par une organisation de ce type).

04.11.2011

Guépard Réserve: la 9e BLBIMa expérimente (actualisé)

Mis en place en juillet dernier, Guépard Réserve va être testé pour la première fois, la semaine prochaine, au Mans.

Ce système permet de mobiliser 800 hommes parmi les 11 brigades de l'armée de terre, en cas de demande des autorités de l'Etat (principalement les préfets). En fonction de la localisation du besoin et du type de menaces, une ou plusieurs brigades peuvent contribuer à cette force. L'objectif est de déployer les effets concernés en 48h et pendant 8 jours. On ne peut pas dire que le projet témoigne d'ambitions démesurées.

La semaine prochaine, la 9e BLBIMa de Poitiers va tester ce système, en particulier pour vérifier l'efficacité de la chaîne d'alerte. Le volume humain concerné est limité: 70 militaires seulement, mais il s'agit bien d'éprouver la phase d'alerte et de montée en puissance. En pratique, ces 70 réservistes feront mouvement vers leurs régiments le 8 novembre. Ils y percevront leurs armes et leurs véhicules.

Le 9, cette force fera mouvement vers Le mans et le camp d'Auvours (2e Rima). Le 10 aura lieu la manoeuvre tactique, suivie d'un désengagement le 11.

Actualisation: les commentaires sont bien sûr ouverts. Je conseille d'ailleurs la lecture du commentaire de Gwydyon, premier de la série.

04.11.2011

Les jeunes et l'armée: le CEVIPOF et l'IRSEM ont enquêté



Anne Muxel, Odette Tomescu et Ronald Hatto, trois chercheurs du CEVIPOF (centre de recherches politiques de Sciences Po), ont réalisé pour l'IRSEM une enquête auprès de mille jeunes de six établissements scolaires.

Pour lire un résumé de ces travaux, cliquer [ici](#).

Extraits:

L'image des armées est assez largement consensuelle et plutôt positive. L'institution militaire est placée de loin en tête des institutions auxquelles les jeunes accordent le plus de confiance : 85% d'entre eux déclarent avoir confiance, dont plus du tiers (35%) tout à fait confiance. Seule une minorité, 15%, exprime de la défiance. Ce robuste capital de confiance se double d'une bonne image. Plus de huit jeunes sur dix (83%) en donnent cette appréciation positive. L'utilité des armées n'est pas remise en question. Les jeunes considèrent positivement

l'importance d'une force militaire dotée en moyens conséquents pour le pays. Dans l'enquête quatre jeunes sur dix (42%) jugent même qu'il faut plutôt renforcer l'armée, tandis qu'un jeune sur deux (54%) pense qu'il faut plutôt la laisser telle quelle. Seuls 4% envisageraient de la supprimer.

Les trois chercheurs présenteront les résultats lors d'une conférence-débat, le 7 novembre, au CEVIPOF (98, rue de l'Université, dans le 7e). Cette présentation sera suivie par les commentaires d'acteurs-témoins de la défense, le général de brigade Benoît Royal, sous-directeur Recrutement de l'armée de terre, le général de corps d'armée Robert de Crémiers, directeur du service national et le général de corps d'armée Nicolas de Lardemelle, ex-commandant des Ecoles de saint-Cyr et désormais inspecteur de l'armée de terre.

Programme de la conférence-débat

10 h 30 : accueil des participants

11h : ouverture par Pascal Perrineau, directeur du CEVIPOF et Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

11h10 : restitution de l'enquête par Anne Muxel, Odette Tomescu-Hatto et Ronald Hatto, chercheurs au CEVIPOF

11h45 : commentaires et mise en perspective par le général de brigade Benoît Royal, sous-directeur Recrutement de l'armée de terre, le général de corps d'armée Robert de Crémiers, directeur du service national et par le général de corps d'armée Nicolas de Lardemelle, inspecteur de l'armée de terre

12 h 30 : débat

Pour s'inscrire: cliquer [ici](#).

Les responsables militaires grecs limogés

2 novembre 2011 – 11:46

Le gouvernement grec ne cesse de surprendre. Après avoir annoncé l'organisation d'un référendum au sujet du plan de sauvetage de l'euro, adopté lors d'un sommet européen la semaine passé, ce qui risque de le mettre en péril, il vient de limoger les 4 chefs d'état-major de ses forces armées, ainsi qu'une douzaine d'autres officiers, à l'issue d'un conseil de sécurité présidé par le Premier ministre, Georges Papandréou.

D'après une source interne au ministère grec de la Défense, cette décision était attendue car ce remaniement était prévu « depuis longtemps ». Cela étant, ce limogeage de ces responsables militaires a été critiqué par l'opposition de droite. « Vous êtes finis, laissez les forces armées tranquilles » a déclaré Margaritis Tzimas, en charge des affaires de défense au sein du parti Nouvelle Démocratie, qui a qualifié cette mesure « d'anti-démocratique ».

En fait, en Grèce, l'usage veut que quand une majorité est sur le point de quitter le pouvoir, elle procède au renouvellement de l'état-major des forces armées, afin de nommer des responsables

qui leur sont favorables. D'où les spéculations au sujet de l'avenir du gouvernement dirigé par le socialiste Georges Papandréou.

Compte tenu du contexte économique et de la situation politique, il est sans doute probable que le gouvernement grec ait anticipé un résultat défavorable du vote de confiance qu'il a demandé pour la fin de la semaine. Avec une majorité de 152 députés sur 300, l'exercice s'avère en effet délicat.

La Colombie liquide ses services de renseignement

2 novembre 2011 – 11:06

Le Département administratif de sécurité (DAS), autrement dit, les services de renseignement colombiens, n'avaient pas bonne presse. La cause? Son implication dans plusieurs scandales récents, dont sa proximité avec des milices paramilitaires d'extrême droite, créées pour combattre la guérilla du mouvement marxiste des FARC et accusées d'avoir commis plusieurs milliers de crimes.

A cela s'ajoute la surveillance illégale de magistrats, de journalistes et d'opposants par des fonctionnaires de ce service de renseignement, dont certains sont même allés jusqu'à faire des menaces et des intimidations.

Ainsi, l'ancien directeur du DAS, Jorge Noguera, qui a été en fonction entre 2002 et 2005, a été condamné, en septembre dernier, à 25 ans de prison pour avoir couvert un meurtre et collaboré avec les milices des AUC (Autodéfenses unies de Colombie), lesquelles ont déposé les armes en 2006. L'ancien président colombien, Alvaro Uribe, est également visé par une enquête de la chambre d'accusation du Congrès pour éclaircir le degré de son implication dans ces affaires.

Aussi, Bogota a décidé de dissoudre le DAS, après 58 ans d'existence. Un décret allant dans ce sens a été signé par le président colombien, Juan Manuel Santos. Une nouvelle structure sera mise sur pied. Il s'agit d'une agence « civile », qui dépendra toujours de la présidence mais dont les activités seront cependant contrôlées par le Congrès. Sa direction devrait être confiée à l'amiral Alvaro Echanía, un ancien chef-d'état-major de la marine colombienne.

Et ce sera l'occasion de faire le ménage parmi les 55.000 agents de ce désormais ancien service, qui avait par ailleurs des domaines d'interventions vastes, allant du travail classique de renseignement et de contre-espionnage en passant par le contrôle des flux migratoires.

« Au sein du DAS, il reste des personnes très dangereuses, liées au narcotrafic et aux ex-paramilitaires. Il va falloir les identifier ou elles continueront à agir au sein d'autres institutions où elles auront été redéployées » a averti le sénateur Juan Manuel Galan, le rapporteur de la loi de renseignement et contre-espionnage.

L'armée britannique prépare des plans pour une opération militaire contre l'Iran

2 novembre 2011 – 18:07

[Selon le quotidien The Guardian](#), l'armée britannique prépare actuellement des plans pour une éventuelle opération contre le programme nucléaire iranien. Pour l'instant, et même si le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a le doigt sur la gâchette malgré les réticences des responsables militaires, il n'est pas question, pour les Etats-Unis, d'aller bombarder l'Iran. Du moins jusqu'à la prochaine élection présidentielle, prévue en novembre 2012.

Mais au ministère britannique de la Défense (MoD), l'on estime que Washington pourrait changer ses vues rapidement, et cela, pour plusieurs raisons. La première sera liée au rapport que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit rendre au sujet du programme nucléaire iranien. Et d'après quelques fuites publiées par la presse, il y aurait des preuves de sa vocation militaire.

Ensuite, l'effet du virus Stuxnet, qui a paralysé le fonctionnement des centrifugeuses servant à produire de l'uranium enrichi potentiellement utilisable pour des armes nucléaires, s'est estompé. Par ailleurs, ces équipements sont en passe d'être transférés de Natanz vers le complexe fortifié de Fordow, près de Qom. Ce sera donc plus compliqué de les détruire.

Autrement dit, l'Iran aura toute la latitude nécessaire pour mener à bien un programme nucléaire militaire en toute discrétion, ses installations pour le faire étant très bien protégée, d'autant plus que, selon des responsables britanniques cités par le quotidien, Téhéran fait preuve d'une étonnante capacité de résilience face aux sanctions décidées par la communauté internationale.

Enfin, dernier point, les agences de renseignement s'inquiètent de l'agressivité dont fait preuve l'Iran. Outre les menaces verbales dont on s'habitue, il est fait référence à des attentats, ou à des tentatives d'attentats, dont le récent et mystérieux complot découvert aux Etats-Unis et visant à assassiner un diplomate saoudien à Washington.

Aussi, les choses pourraient s'accélérer d'ici au printemps prochain. D'où la planification par le MoD d'une action militaire, qui se ferait en soutien de l'armée américaine, qui, par ailleurs, étudie plusieurs options pour renforcer sa présence dans le Golfe persique.

Si une opération militaire doit avoir lieu, elle devrait essentiellement prendre la forme d'actions aériennes et navales. Ainsi, l'état-major britannique planche sur un déploiement de bâtiments de surface et de sous-marins équipés de missiles Tomahawk. La RAF serait également sollicitée pour ses capacités de ravitaillement en vol et de surveillance. Et il n'est pas question d'envoyer des troupes au sol, si ce n'est des forces spéciales.

La participation de Londres à une éventuelle opération militaire devrait être limitée. En fait, les responsables britanniques estiment que les Etats-Unis ont les moyens d'y aller seuls mais, pour des raisons diplomatiques, ils préféreront mettre sur pied une coalition. Mais pour le moment, et officiellement, il ne s'agit pas pour le Royaume-Uni de préparer une offensive sur l'Iran, mais de se tenir prêt si jamais il est appelé à y participer.

Un porte-parole du MoD a toutefois rappelé que la position de Londres au sujet du nucléaire iranien consiste toujours à accorder la priorité à une solution négociée. Mais « toutes les options doivent être sur la table » a-t-il souligné. « Le gouvernement britannique pense que la stratégie duale pression/engagement est la meilleure pour éviter un conflit militaire dans la région » a-t-il encore ajouté.

Des forces spéciales britanniques en Somalie



Le 539 Assault Squadron (Crédit : ministère britannique de la Défense)

(BRUXELLES2) « Des commandos d'élite, des Royal Marines, ont débarqué en Somalie pour s'emparer d'un chef tribal », rapporte le [Daily Mail](#), dans son édition du 29 octobre. La nouvelle peut paraître surprenante. Mais le quotidien populaire livre une version assez détaillée de cette opération qui s'est déroulée en juillet dernier, avant que les Tebutt, un couple britannique qui était dans un complexe touristique au Kenya soit enlevé (le mari David a été tué lors de l'attaque et sa femme Judith est toujours otage des Somaliens).

A la faveur de la nuit, la petite unité de 24 hommes du *539 Assault Squadron* quitte le navire de débarquement RFA Cardigan Bay, à bord de deux Viking, des petits véhicules amphibies blindés. Ils abordent la côte somalienne dans la zone disputée entre le Puntland et le Somaliland. Quelques échanges de coups de feu ont lieu. Les marines sont protégés par des mitrailleuses et des grenades fumigènes. Les Royal Marine peuvent alors entrer en contact avec ce chef respecté, rapporte le quotidien populaire.

Une réunion à bord du RFA Cardigan Bay

Les Marines n'étaient pas là tout à fait au hasard au Somaliland puisqu'ils participaient à un exercice *Cougar* de formation des forces de sécurité de cette ancienne colonie britannique qui est de plus en plus indépendante de la Somalie. Le ministère de la défense britannique a ainsi bien confirmé qu'une petite équipe de militaires « a visité le Somaliland en juillet à l'invitation du gouvernement du Somaliland pour le conseiller sur la façon de développer la capacité du Somaliland à gérer sa propre sécurité », face au terrorisme et à la piraterie. Les commandos des Royal Marines ont alors fourni « un passage sûr à une personne influente pour lui permettre d'assister à une réunion à bord du RFA Cardigan Bay avec le président Silanyo, un certain nombre de ministres du gouvernement du Somaliland et des fonctionnaires et militaires de la

Marine du Somaliland pour discuter des questions de défense. » On ne sait pas dans quelle mesure

Un soutien actif au Somaliland

Ce soutien s'inscrit dans la stratégie du gouvernement britannique en Somalie, « *qui prévoit une large gamme de soutien à travers le territoire de la Somalie* » précise pudiquement le ministère et « *comprend aussi le soutien au secteur de la sécurité non seulement en Somalie mais aussi à travers l'AMISOM (la mission de l'Union africaine en Somalie) et la mission EUTM de formation de l'UE pour assurer la stabilité à Mogadiscio* ». A Londres, outre la piraterie et la menace des groupes islamiques radicaux qui s'en prennent aux étrangers, on est particulièrement inquiet de voir la Somalie remplacer le Pakistan et l'Afghanistan comme principal lieu d'entraînement des terroristes « made in UK » (nés au Royaume-Uni).

NB : on ne sait pas si ce responsable était totalement volontaire, s'il a apprécié les « discussions » à bord du RFA Cardigan Bay et comment il est reparti (s'il est reparti).

Les priorités de l'US Air Force

4 novembre 2011 – 10:33



Avec 450 milliards de dollars d'économies étalées sur les dix ans à venir que doit réaliser le Pentagone, les forces armées américaines sont contraintes de revoir leurs priorités. Et pour l'US Air Force, l'exercice s'annonce délicat et pourrait même se compliquer davantage si de nouvelles

coupes budgétaires sont votées. Il est ainsi question de retirer une centaine d'avions du service, voire de dissoudre des unités entières.

Le principal problème des forces aériennes américaines est d'avoir mis tous ses oeufs dans le même panier. Sa flotte d'aéronefs est vieillissante alors même qu'elle a été beaucoup sollicitée au cours de ces dernières années.

Le chef d'état-major de l'US Air Force, le général Schwartz, a détaillé ses priorités au cours d'une audition devant le Congrès. Quelles sont elles? En premier lieu, le remplacement des avions ravitailleurs KC-135 par le KC-46 de Boeing demeure urgent, d'autant plus qu'avec les tergiversations qu'il y a eu autour de ce dossier, beaucoup trop de temps a été perdu. Pour rappel, le contrat avait été attribué une première fois en 2003, avant d'être contesté à plusieurs reprises.

L'autre sujet chaud concerne le F-35. Et là, avec les retards accumulés par ce programme, par ailleurs de plus en plus coûteux, l'US Air Force va être obligée de moderniser 300 à 350 F-16. Et 600 appareils pourraient être au final concernés. Selon le général Carlisle, le chef des opérations de l'aviation américaine, appelé également à s'exprimer devant le Congrès, il s'agit de donner à ces avions un potentiel de 8 à 10.000 heures de vol supplémentaires, soit l'équivalent de 8 années de service.

Cette décision permettrait de faire le joint avec l'arrivée du F-35, qui était initialement prévue en 2016. Désormais, il est question de 2018, dans le meilleur des cas. L'US Navy et l'US Marine Corp sont confrontés au même problème et il est envisagé de moderniser les F/A 18 Hornet.

Autre priorité, le développement d'un nouveau bombardier destiné à remplacer les vénérables B-52 et les B-2 (programme Long Range Strike – LRS). Là, les contraintes budgétaires vont encore peser. Sa certification nucléaire, qui suppose des essais plus élaborés et donc, coûteux, devrait être reportée, a indiqué le général Schwartz. « La raison est que nous essayons de contrôler les coûts » a-t-il expliqué.

Pour autant, ce nouvel avion sera conçu pour mener des missions conventionnelles et stratégiques Mais pas seulement. L'été dernier, en effet, le général Carlisle avait indiqué que ce nouveau bombardier devrait être aussi utilisé pour faire de la guerre électronique (ce qui rejoint sa capacité à pénétrer les défenses adverses), du renseignement et contrôler des drones.

Justement, ces appareils pilotés à distance sont aussi une priorité. Et plus particulièrement les MQ-9 Reaper. Mais là encore, l'US Air Force est confrontée à des problèmes dans ce domaine. Ce n'est pas le nombre de drones en service qui est en cause mais le manque de pilotes (ou d'opérateurs), au point qu'elle a été contrainte d'arrêter les cours de son école de pilotage dédiée à ces engins étant donné que ses instructeurs ont été mobilisés pour faire face, en urgence, à la pénurie.

Pourtant, les effectifs affectés à la mise en oeuvre des drones sont les plus élevés de l'US Air Force, a précisé le général Carlisle. « La communauté a grandi rapidement, elle est maintenant le plus important groupe d'aviateurs dans le service » a-t-il déclaré.

Enfin, une incertitude plane toujours sur le retrait du service des avions espions U-2. Ces derniers doivent être remplacés par des drones RQ-4 Global Hawk. Seulement, ces appareils ne sont pour l'instant pas aussi performants que ces appareils hérités de la guerre froide. Et tant que cela sera le cas, il n'est pas question de s'en séparer.

Washington veut renforcer sa présence militaire dans le Golfe persique

1 novembre 2011 – 10:44

La perspective du retrait d'Irak, à la fin de l'année 2011, des 39.000 soldats américains qui y sont encore déployés, laisse présager un renforcement de l'influence iranienne dans ce pays, dont la population est majoritairement Chiite, comme en Iran.

D'ailleurs, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, cela va « entraîner un changement dans les relations » entre Téhéran et Bagdad, et même des « relations spéciales ». Depuis la chute de Saddam Hussein, l'Iran n'a eu de cesse de chercher à s'immiscer dans la politique irakienne, en finançant et en soutenant des candidats à des élections, ou encore, plus grave encore, des groupes chiites radicaux armés.

Aussi, le départ des derniers soldats américains lui permettra de renforcer son influence dans la région, ce qui lui est d'autant plus primordial que l'on ignore ce que deviendra la Syrie, son principal allié, actuellement aux prises avec une contestation qui ne faiblit pas depuis 7 mois.

D'autre part, l'armée irakienne n'est pas prête à assumer seule les charges qui lui reviennent. Selon un rapport du bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Irak (SIGIR), son chef d'état-major, le général Babaker Zebari, a estimé « qu'il faudra plusieurs années avant que l'Irak puisse gérer sa défense extérieure sans l'assistance de partenaires internationaux ».

Ainsi, toujours d'après le général Zebari, « l'Irak ne sera pas capable de défendre son propre espace aérien avant 2020 au plus tôt », tout en soulignant qu'« une armée sans force aérienne est exposée ». Et ce ne sont pas les 18 F-16 commandés auprès des Etats-Unis qui changeront la donne à court terme : leur nombre est insuffisant pour assurer correctement la couverture du pays et il faudra encore du temps pour les mettre en oeuvre, notamment en raison pour la formation des pilotes.

Et d'autres dangers guettent l'Irak. A commencer par le terrorisme, résiduel, qui fait toujours des victimes (encore 32 tués lors d'une double attaque à Bagdad, la semaine passée), ou encore les tensions liées à l'exploitation du pétrole au Kurdistan, territoire où, d'ailleurs, les forces turques et iraniennes ne se privent pas d'intervenir pour chasser des militants séparatistes kurdes.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis ne comptent pas abandonner l'Irak à Téhéran. « Personne et certainement pas l'Iran ne doit commettre d'erreur de jugement quant à notre implication durable au côté des Irakiens » a déclaré Hillary Clinton, la chef de la diplomatie américaine, lors d'une visite en Ouzbekistan, le 23 octobre dernier.

Actuellement, les Etats-Unis maintiennent une présence importante dans la région. A commencer, d'ailleurs, par l'Irak, où, après le départ des 38.000 soldats américains, il restera encore les 15.000 personnels de l'ambassade américaine à Bagdad, la plus grande du monde, ainsi que ceux des consulats de Bassorah et d'Erbil. A cela s'ajoute l'importance de l'allié turc, qui vient d'autoriser sur son sol l'installation d'un radar d'alerte avancé dans le cadre de la défense anti-missile.

Sur le plan militaire, l'armée américaine dispose notamment de forces au Qatar, au Koweït et à Bahrein, où est implanté l'état-major de la Ve Flotte de l'US Navy. Et il est même question de les renforcer après le retrait définitif des GI's d'Irak.

« Nous envisageons un certain nombre d'options » a ainsi indiqué un porte-parole du Pentagone, le capitaine de vaisseau John Kirby, qui a toutefois précisé qu' « aucune décision n'a été prise à propos d'une quelconque présence militaire supplémentaire ».

D'après le New York Times, l'idée serait de renforcer les troupes de combat américaines présentes au Koweït, ainsi que d'envoyer des navires de guerre en plus dans les eaux du Golfe persique afin de faire face à une éventuelle dégradation sécuritaire en Irak et, par conséquent, à la menace iranienne.

« Quelles que soient les décisions prises, elles s'appuieront sur les engagements que nous avons pris et continueront d'honorer pour la sécurité de la région » a expliqué le capitaine de vaisseau Kirby.

Les Etats-Unis prêts à vendre le F-35 à l'Inde

4 novembre 2011 – 12:18

Alors que le contenu des offres soumises par Dassault Aviation et le consortium Eurofighter pour le contrat indien MMRCA, qui porte sur 126 appareils, doit être connu ce 4 novembre, les Etats-Unis ont indiqué être prêts à livrer à New Delhi des F-35 Joint Strike Fighter à New Delhi.

Du moins, c'est la recommandation qui a été faite dans un rapport du Pentagone, établi pour le Congrès américain. « Si l'Inde manifeste son intérêt pour le JSF, les Etats-Unis devraient se préparer à fournir des informations à son sujet... pour soutenir la planification future indienne » y est-il estimé.

L'administration américaine cherche à renforcer ses liens avec l'Inde depuis plusieurs années maintenant. Par le passé, la Russie et l'Europe, en particulier la France, ont été les principaux fournisseurs de New Delhi en matière d'équipements militaires. Et c'est même encore le cas, malgré l'achat auprès des Etats-Unis d'avions de transport C-130 Hercules et C-117 Globemaster III ainsi que des appareils de surveillance maritime P-8 Poseidon. Sans oublier l'acquisition de systèmes de défense antimissile israéliens.

Cet intérêt de Washington pour l'Inde a plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a le conflit afghan, dans lequel ce pays est indirectement impliqué à cause de sa rivalité avec Islamabad. Ensuite, l'alliance américaine avec le Pakistan bat de l'aile, notamment à cause du double-jeu des autorités pakistanaïses envers les insurgés afghans et les liens qu'entretiennent ces dernières avec Pékin. Et justement, pour contrer l'influence chinoise, les Etats-Unis misent sur un renforcement de leur relation avec New Delhi.

Quant à l'idée de vendre des F-35 aux forces aériennes indiennes, il s'agit surtout d'un effet d'annonce et un moyen de rappeler toute l'importance qu'a pour les Etats-Unis leur relation avec New Delhi. Car, d'une part, l'Inde n'a pas montré l'intention d'acquérir cet appareil, qui est en cours de développement et dont le coût est largement au-delà de ce qui avait été initialement prévu. Et, d'autre part, le pays coopère avec la Russie pour mettre au point un autre appareil multirôle dit de 5ème génération, à savoir le T50 PAK/FA.

Israël a testé un missile balistique

2 novembre 2011 – 16:53

Alors que l'opportunité d'une opération contre le programme nucléaire iranien fait actuellement débat au sein du gouvernement israélien – ce que le quotidien Haaretz a confirmé ce 2 novembre – Israël a procédé à un essai portant sur « un système de propulsion de fusée », depuis la base aérienne de Pamahim, au sud de Tel-Aviv.

« Ce test, prévu depuis longtemps, a été mené à bien » a laconiquement fait savoir le ministère israélien de la Défense. Mais selon des experts militaires interrogés par la radio publique israélienne, il semblerait que cet essai ait concerné le missile sol-sol Jericho III, actuellement en cours de développement et qui a fait l'objet d'un premier tir en janvier 2008, en Méditerranée.

Si tel est le cas, Israël poursuivrait ainsi la mise au point de cet engin, dont la portée serait comprise entre 4.500 et 7.000 kilomètres, ce qui lui permettrait (largement) de frapper l'Iran. Le Jericho III serait un missile de 2 à 3 étages, utilisant du propergol solide et pouvant emporter une tête nucléaire, chimique ou bactériologique.

Il est estimé qu'Israël disposerait d'au moins 200 têtes nucléaires. Mais à ce sujet, les responsables israéliens cultivent une « ambiguïté délibérée », laquelle fait partie de la doctrine de dissuasion du pays.

Et ceux qui ont tenté d'en dire plus à ce sujet l'ont en général payé cher, comme Mordechai Vanunu, qui a fait 18 ans de prison pour « atteinte à la sécurité de l'Etat » pour avoir affirmé à un journal britannique que le complexe nucléaire de Dimona produisait de la matière fissile à usage militaire.

Thales et DCNS vont collaborer pour faire apponter automatiquement des drones

2 novembre 2011 – 16:03

La Direction générale de l'armement (DGA) vient de confier Thales et à DCNS le soin de mettre au point un système d'appontage et d'atterrissage pour drones (D2AD). Il s'agit concrètement de réussir à faire poser automatiquement sur une plateforme en mouvement un appareil de type H-6U Unmanned Little Bird conçu par Boeing.

Cette notification est la suite d'essais réussis menés aux Etats-Unis au cours de l'été dernier, lesquels ont consisté à faire poser un H-6U sur une plateforme mobile, en l'occurrence une remorque tractée de 25 m2.

Pour la DGA, cette phase d'étude doit permettre de lever les risques concernant les futurs programmes de drones aériens tactiques pour la Marine nationale (SDAM, Système de Drone Aérien pour la Marine) et l'armée de Terre (SDT, Système de drone tactique).

Les essais en mer sont prévus en 2012. Ils impliqueront une frégate de la Marine nationale et donc le drone hélicoptère H-6U, dont la masse approche les 2 tonnes. Pour que les essais soient concluants, il faudra que les deux industriels réussissent à faire apponter automatiquement l'appareil sur le navire dans des conditions de mer forte et par faible visibilité.

La mise au point d'un système de décollage et d'appontage automatique permettra un usage intensif des drones hélicoptères en toute sécurité et à moindre coût. « Thales a la responsabilité du système de positionnement et de son interface avec le système de drone, de la fourniture d'un système de drone de démonstration et de l'asservissement du vecteur aérien sur une trajectoire. DCNS a la charge de la prédiction des mouvements de navire, du système de harponnage ainsi

que de l'interface et l'intégration avec le navire » ont précisé les deux industriels, par voie de communiqué.

En octobre 2008, DCNS, en collaboration avec la Marine nationale, avait déjà réussi [à faire poser automatiquement un drone Camcopter S-100](#) de 200 kg, conçu par la société autrichienne Schiebel, sur le pont de la frégate Montcalm, grâce au Système d'Appontage et de Décollage Automatique (SADA), muni d'un capteur infrarouge.

DCNS et Thales préparent l'appontage d'un drone sur une frégate



L'H-6U Little Bird pendant ses essais aux USA
crédits : DCNS

31/10/2011

Faire apponter l'an prochain un drone aérien H-6U Little Bird sur une frégate de la Marine nationale. C'est l'objectif de DCNS et Thales dans le cadre de la Démonstration technologique d'un système d'appontage et d'atterrissage pour drones (D2AD), dont une phase complémentaire a été notifiée par la Direction Générale de l'Armement (DGA). Cette notification fait suite au succès des essais d'atterrissage et d'appontage menés aux Etats-Unis en juin et juillet. A cette occasion, des tests avaient été menés avec le drone développé par Boeing (un engin de 2 tonnes) sur une plateforme mobile, en l'occurrence une remorque tractée dotée d'une aire d'atterrissage de 25m².

La nouvelle phase de l'étude D2AD s'inscrit dans le cadre des travaux de levée de risques des futurs programmes de drones aériens tactiques menés par la DGA : le Système de Drone Aérien pour la Marine (SDAM) et le Système de Drone Tactique (SDT) pour l'armée de Terre.



Essais au Nouveau Mexique avec l'H-6U Little Bird (© : DCNS)



Essais au Nouveau Mexique avec l'H-6U Little Bird (© : DCNS)

Les prochains essais auront pour but d'effectuer des démonstrations d'appontage automatique d'un drone sur le pont d'une frégate en toute sécurité jusqu'à une mer forte et par faible visibilité. Le système doit démontrer sa capacité à intégrer toutes les contraintes opérationnelles inhérentes aux décollages et aux appontages, de façon similaire à celles des hélicoptères pilotés, mais de manière complètement automatique. ? Ce système de décollage, atterrissage et appontage automatique de drones est le fruit de l'expertise conjointe de Thales et de DCNS. Thales a la responsabilité du système de positionnement et de son interface avec le système de drone, de la fourniture d'un système de drone de démonstration et de l'asservissement du vecteur aérien sur une trajectoire. DCNS a la charge de la prédiction des mouvements de navire, du système de harponnage ainsi que de l'interface et l'intégration avec le navire", précisent les deux industriels français.

Le coup de poker d'EADS

3 novembre 2011 – 10:14

La réduction des budgets militaires en Europe va peser lourdement sur les comptes d'EADS. Ainsi, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne ont l'intention de réduire leurs commandes d'avions

Eurofighter Typhoon, construit par un consortium dont le groupe européen d'aéronautique et de défense est actionnaire, avec BAE Systems et Finmeccanica.

Au total, ce sont 124 appareils qui ne seraient pas commandés, dont 37 rien que pour l'Allemagne, où d'autres programmes impliquant EADS et ses filiales sont concernés par des annulations. C'est notamment le cas des hélicoptères Tigre, conçus par Eurocopter, et NH90, développés par NH Industries, en partie détenu par l'hélicoptériste.

Rien que les annulations de commandes d'Eurofighter provoquerait un manque à gagner de 9 milliards d'euros. De quoi faire tousser. Aussi, EADS voudrait tourner cette situation à son avantage en poussant son programme de drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) Talarion.

Comment? Selon le Financial Times Deutschland, le groupe européen renoncerait à réclamer aux gouvernements concernés des dommages-intérêts pour l'annulation de leurs commandes d'Eurofighter à la condition qu'ils achètent le drone Talarion, mis en mauvaise posture après le choix fait par Paris de privilégier une collaboration franco-britannique, portée par Dassault Aviation et BAE Systems avec le projet Telemos.

Lancé à la demande de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne, qui ont financé les études préliminaires, le Talarion est un drone capable d'évoluer à 670 km/h à 15.200 mètres d'altitude. Son développement mobilise 200 ingénieurs et, selon un rapport parlementaire, le coût global de ce projet serait de 2,9 milliards d'euros.

Considérant que le Talarion est en avance sur ses concurrents européens, EADS n'a pas l'intention de l'abandonner. D'où la signature, en mai dernier, d'un accord (memorandum of understanding, MoU) entre Cassidian (l'ex-EADS Defense & Security) et le groupe Turkish Aerospace Industries. Et pour que ce programme puisse continuer, le PDG du groupe européen, Louis Gallois, avait estimé, en juin dernier, qu'il était nécessaire de réunir 4 ou 5 pays afin de partager les coûts de développement.

La Bulgarie enterre son dernier sous-marin

Publié le 2 novembre 2011 par Nicolas Gros-Verheyde

(BRUXELLES2) La flotte sous-marine bulgare a vécu. La marine bulgare a célébré – mardi (1er novembre, jour des morts, tout un symbole) le décomissionnement de son dernier sous-marin. Un adieu solennel au Slava (Gloire) a eu lieu à la base navale de Varna sur la mer noire. Le drapeau a été remis au musée d'histoire militaire indique nos confrères de l'agence Bgnes.

cérémonie d'adieu au Slava (crédit : BGNES)

Le retrait de ce sous-marin, le dernier en service, dans l'Etat de la mer noire signifie la fin de l'histoire sous-marine pour la Bulgarie. Il ne sera pas en effet remplacé. L'armée bulgare – comme nombre d'armées d'Europe centrale et orientale – est en proie à de grosses difficultés financières et doit tailler sans merci.

Un petit siècle d'existence



Ici se termine 55 ans d'histoire, ou de 95 ans, selon la date où on remonte. La première unité sous-marine avait, en effet, été créée durant la première guerre mondiale en 1916. Mais le traité de Neuilly-sur-Seine en 1919, les Alliés ont interdit à la Bulgarie – qui était allié à la Prusse – d'avoir des sous-marins. L'unité fut recrée après la seconde guerre mondiale, en 1954. L'Union soviétique fit don à la Bulgarie de trois sous-

marins, puis de deux autres en 1958. Le vénérable Slava était un de ceux-là. Ce qui lui donne 52 ans au gouvernail. Il était dans une « *condition déplorable* » indiquent nos confrères. Ce qui ne lui permettait plus que rarement d'aller sous l'eau.

La crise budgétaire est passée par là

La force sous-marine bulgare a connu son heure de gloire en 1983-1985 quand elle avait 4 sous-marins en service. Après la chute du communisme, en 1989, deux furent immédiatement retirés, pour cause financière. L'Etat-Major avait bien un plan pour revitaliser sa force en cherchant à acheter deux nouveaux sous-marins. Il fut question d'abord d'acheter un vieux sous-marin danois, le HDMS Tumleren. Puis les Néerlandais furent sur les rangs. Une annonce officielle fut même faite en juillet 2010. Mais sans suite. Raison financière.

Et pour la même raison, la Bulgarie qui avait – un moment – indiqué vouloir participer à l'opération anti-piraterie Eunavfor Atalanta avec une frégate y a renoncé, préférant déléguer quelques officiers au quartier général. Moins cher...

Un brigadier-chef du 1er Régiment Etranger de Cavalerie a mis des voleurs en échec

3 novembre 2011 – 9:12

Régulièrement, des militaires sont mis à l'honneur dans les magazines officiels des armées (Terre Info Magazine, Air Actualités, Cols Bleus) pour s'être portés au secours de leurs concitoyens en difficulté.



Ainsi, par exemple, ce blog a déjà relaté plusieurs affaires de ce type, comme celle concernant le quartier maître Philippe Champagne, cuisinier à bord du porte-avions Charles de Gaulle, qui [a sauvé la vie d'un septuagénaire](#) alors tombé dans le canal du Vistre à Nîmes, ou bien encore celle de l'adjudant Girard, du CENZUB (Centre d'entraînement aux action zone urbaine), qui [a permis de retrouver une personne âgée](#) ayant fait un malaise lors d'une promenade. Et sans oublier, au début de cette année, [l'intervention déterminante d'un militaire du 1er RPIMa](#) de Bayonne, qui a fait mordre la poussière à une bande de voyous à Chalon-sur-Saone, lors d'une permission.

Et l'action accomplie par le brigadier-chef Szilard Tarczi, du 1er Régiment Etranger de Cavalerie (REC) d'Orange est de la même eau. Le 16 octobre dernier, ce légionnaire était en train de siroter un café en terrasse à Uzès quand un vol a lieu, pratiquement sous ses

yeux.

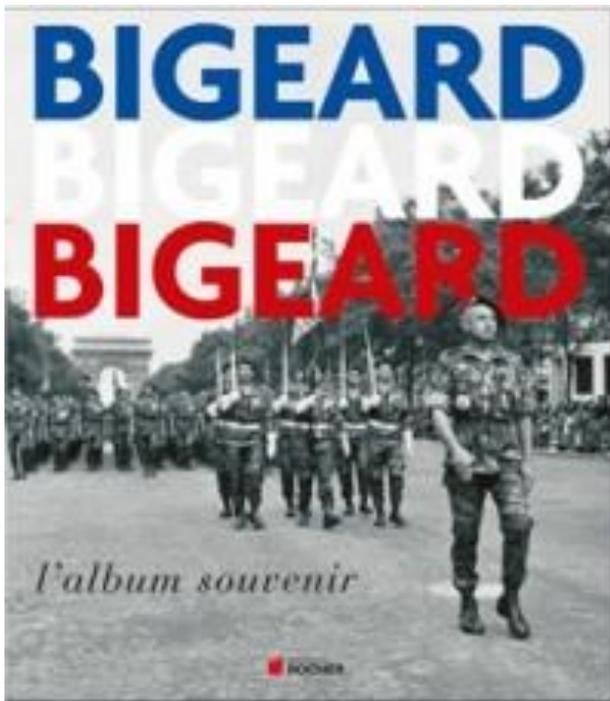
C'est alors qu'il voit un homme vêtu de noir et portant une cagoule s'enfuir en tenant une sacoche, ainsi qu'une voiture reculer à vive allure, vraisemblablement conduite par un complice. Le brigadier-chef n'a pas hésité : il s'est lancé à la poursuite du voleur pour tenter de le maîtriser avant qu'il ne monte dans le véhicule.

Bien qu'ayant réussi brièvement à la maîtriser par le col, le légionnaire n'a pas pu empêcher le voleur de prendre place à bord de la voiture et de prendre la fuite avec son complice. Dans leur précipitation, les deux hommes ont blessé une personne âgée.

Pour autant, l'action du brigadier-chef Tarczi n'a pas été vaine puisqu'il a récupéré la sacoche volée. « Dès que j'ai entendu les cris, j'ai agi selon ce qui me paraissait être bien, sans penser que je pouvais me mettre en danger » confie-t-il sur le site officiel de la Légion étrangère. « Je suis comme la plupart de mes camarades, discret, comme nous l'enseigne le code d'honneur du légionnaire. J'ai été récompensé, un quart d'heure après les faits, quant le propriétaire de la sacoche m'a remercié », poursuit-il.

Photo : Le brigadier-chef Szilard Tarczi (c) Légion Etrangère

"Bigeard": l'album souvenir qui aurait mérité d'être impérissable



Les éditions du Rocher publient un album souvenir consacré au général Bigeard dont les cendres vont être prochainement transférées aux Invalides.

Les éditions du Rocher qui ont aussi publié, en mai dernier, *Bigeard, l'hommage* de René Guilton, ont accueilli plusieurs ouvrages du général Bigeard. Ainsi, en 2010, elles avaient publié *Ma vie pour la France* ; en 2009, *Mon dernier round* ; en 2002 *Crier ma vérité...*

La parution de cet album souvenir, au texte succinct mais aux nombreuses photos qui retracent l'itinéraire exceptionnel d'un sous-officier du 3e RI devenu général de corps d'armée et parachutiste de légende, s'inscrit donc logiquement dans le droit fil de l'hommage consacré à Marcel Bigeard.

Certes, certaines photos sont méconnues (celles du Vietnam, par exemple) et la maquette est impeccable; mais l'ensemble m'a laissé l'impression frustrante d'être passé à côté de la lecture d'un album qui aurait pu constituer l'aboutissement éditorial, la somme mémorielle, de l'aventure de Bigeard. Ce sera pour un prochain livre. Peut-être?

Bigeard, l'album souvenir, éditions du Rocher, 144 pages, 29,90€

[»](#)

31.10.2011

"Pas de jupes à bord": cinq galons, du cran et une belle plume



C'est un livre que je souhaitais chroniquer depuis déjà des semaines mais le hasard d'un service de presse qui s'égaré, l'arrivée d'autres ouvrages..., ont retardé ce compte-rendu.

J'ai rencontré Catherine Bertrand, lorsqu'elle était affectée au Centre de sélection n°3, à Rennes. Sans me douter de ce qu'avait été sa vie d'officier de marine, parce que, comme elle l'écrit, "Messieurs les officiers, que vous l'admettiez ou non, j'ai été un officier de la Marine. J'ai comme vous la fierté de la mission accomplie et des souvenirs pleins la tête". Ce sont ces souvenirs-là qu'elle a rassemblés dans un livre pudique, incisif, qui se lit au galop.

La mer, l'uniforme, le prestige et l'action: Catherine Bertrand rêvait depuis l'enfance d'entrer dans la marine. Après des

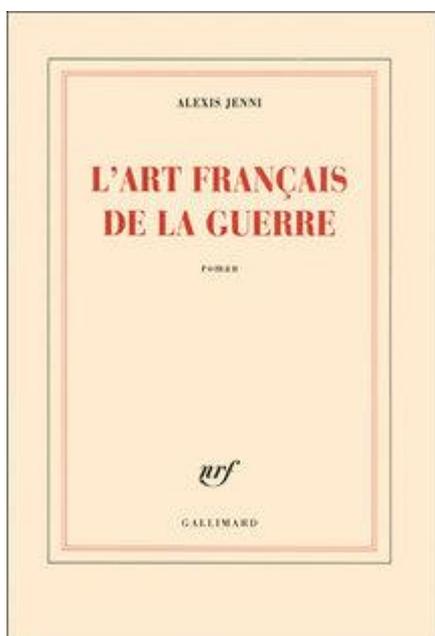
études littéraires, elle s'est engagée en 1973 (c'est l'époque où a été nommée la première femme amiral américaine). Objectif: devenir officier dans la Royale. À l'époque, seules douze femmes partageaient ce statut.

La Rennaise gravit la hiérarchie, malgré les chausse-trappes, lutte âprement pour faire évoluer le statut des personnels féminins et se bat bec et ongles pour obtenir le port du sabre. Mais au cours de sa carrière, elle ne pourra jamais embarquer, le règlement l'interdisant. D'où le titre: "*Pas de jupes à bord*".

Dans cet ouvrage au rythme vif, celle qui a été communicante, qui a effectué des travaux de recherche sur l'histoire des femmes dans les armées et formé des promotions de jeunes femmes, raconte sans détours son parcours de Lann-Bihoué à Rennes, en passant par Carpiquet. Sans régler des comptes, mais en n'oubliant aucune des couleuvres qu'on lui a fait avaler. Du bel ouvrage...

Catherine Bertrand-Gannerie, *Pas de jupes à bord*, éditions Ouest-France, 208 pages, 17€.

"L'Art français de la guerre" obtient le prix Goncourt



Alexis Jenni vient de se voir décerner le prix Goncourt pour son premier roman "l'Art français de la guerre" (Gallimard). Déjà vendu à plus de 50.000 exemplaires, ce roman retrace le passé récent de notre pays au travers d'un militaire qui traverse la seconde guerre mondiale puis les guerres d'Indochine et d'Algérie. Un thème et un beau titre qui ne devraient pas laisser indifférents les lecteurs de ce blog.

Pour en savoir plus sur le livre et son auteur, allez [sur le site de Gallimard](#). On peut également en lire et en écouter des extraits.

Merci à tous les internautes qui ont lu le livre (ce qui n'est pas encore mon cas) de nous dire ce qu'ils en ont pensé.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 2 Novembre 2011 à 12:58

Stéphane Rybojad : "On me reproche de ne pas avoir fait un film à charge contre l'armée"

Un entretien avec Stéphane Rybojad, réalisateur du film "Forces spéciales", sur les écrans ce mercredi.

FORCES SPÉCIALES : BANDE-ANNONCE Full HD par baryla

http://www.dailymotion.com/video/xlui4q_forces-speciales-bande-annonce-full-hd_shortfilms?start=0#from=embediframe

Stéphane Rybojad vient de réaliser le film "Forces spéciales" qui sort sur les écrans ce mercredi 2 novembre. C'est le premier film de fiction de ce reporter, à qui l'on doit des documentaires bien connus de nos lecteurs, comme celui sur la sélection des commandos-marine "A l'école des bérets verts". Stéphane Rybojad, 47 ans, a bien voulu répondre à nos questions.

Avez vous voulu faire un film à la gloire de l'armée française et des forces spéciales ?

Pas du tout. J'ai simplement voulu faire un film d'aventure. Ce qui m'intéresse, ce sont les relations humaines lorsqu'on les pousse à leur paroxysme. J'ai transposé dans la réalité d'aujourd'hui les valeurs humaines qui m'intéressent. Celles des "frères d'armes" qui sont aussi vieilles que la Grèce antique : la solidarité, l'engagement, le sens du sacrifice.

Que raconte votre film ?

L'enlèvement d'une journaliste, incarnée par Diane Kruger, et l'histoire d'un groupe de commandos qui font la libérer et l'exfiltrer. Je m'inspire de gens réels que j'ai rencontré - aussi bien des journalistes de terrain que des militaires des forces spéciales.

Vous aviez un modèle en tête ?

Oui, des films mythiques comme "les sept mercenaires" ou "le soldat Ryan" : on va sauver quelqu'un qu'on ne connaît pas, au risque d'y laisser sa peau.

Le ministère de la Défense vous-a-t-il aidé ?

Un tel film n'aurait pas pu se faire sans les moyens des armées. La Défense a donné son accord en 2008 puis des moyens ont été prêtés. Les acteurs ont, par exemple, été accueillis à Lorient, chez les commandos, où ils ont été mis à rude épreuve... Les gens du COS ont joué le jeu avec nous. Mais, pour d'autres scènes, j'ai pioché dans des documentaires précédemment réalisés : la Marine ne nous a pas prêté le Charles-de-Gaulle !

La Défense a-t-elle exigé quelque chose en contrepartie de son aide ?

Rien du tout. Ils nous ont laissé une paix royale, sans doute parce qu'ils avaient confiance en nous. Depuis 2003, j'ai beaucoup travaillé avec les militaires.

Où le film a-t-il été tourné ?

Essentiellement au Tadjikistan, à Djibouti et dans le massif du Mont-Blanc. Toute l'équipe du tournage, vedettes comprises, ont vécu à la dure.

Combien coûte un tel film ?

7,7 millions d'euros. Ce n'est pas un budget énorme. Il sort ce mercredi en France avec 300 copies, mais il a déjà été vendu dans une trentaine de pays.

La critique ne vous réserve pas un bon accueil. Comment réagissez vous ?

Vous voulez dire qu'elle éreinte le film ! On ne m'attaque pas sur le cinéma, mais sur l'idée même que l'on puisse faire un tel film. Il y a un rejet virulent qui témoigne d'une grande méconnaissance de ce que sont les militaires. Je n'ai pas voulu faire un film à charge contre l'armée - c'est ce que l'on me reproche. Disons que c'est un film sur les trains qui arrivent à l'heure, pas sur le train qui arrive en retard...

Quel regard portez vous sur la guerre en Afghanistan, pays où vous êtes allé à plusieurs reprises ?

Je ne dis pas que ce qui se passe là-bas est bien ou mal. Je dis seulement que cela existe. Il y a des soldats français qui meurent là-bas. On dirait que certains n'ont pas envie de le voir !

Le [site du film](#) sur facebook.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 31 Octobre 2011 à 13:03

Il y a 50 ans, la "Tsar Bomba" explosait en URSS

50 mégatonnes : le plus gros essai nucléaire de l'histoire.

Le 30 octobre 1961, à 11h32, l'Union soviétique procédait à l'essai nucléaire le plus gigantesque de l'histoire de l'atome militaire - et ce, dans l'atmosphère. Le tir eut lieu en Nouvelle-Zemble, une île de l'océan arctique, qui accueillait un centre d'essais nucléaires et reste, sans doute, contaminée.

Surnommé "Tsar-Bomba", l'engin RDS-220 développa une puissance de l'ordre de 50 mégatonnes, soit l'équivalent de 50 millions de tonnes de TNT. Plus de 3000 fois Hiroshima ou cinquante fois la puissance des anciens missiles du plateau d'Albion.

Développée par le physicien, et futur dissident Andreï Sakharov, l'engin avait une puissance double, mais il fut décidé de la régler afin qu'elle ne donne que la moitié de sa puissance...

L'arme pesait 27 tonnes et mesurait 8 mètres de long pour un diamètre de plus de deux mètres. Elle fut larguée à 10.500 m d'altitude par un Tupolev 95 spécialement modifiée. Freinée par un parachute, elle explosa à 4000 mètres. Le tir se produisit alors que l'avion avait eu le temps de s'éloigner de 45 km, mais la dépression causée par l'explosion faillit détruire l'avion qui, faute de portance, chuta de plusieurs milliers de mètres. L'éclair de l'explosion fut, dit-on, visible à des milliers de kilomètres. Lorsque le champignon se forma, il atteint une hauteur de 64 km.

Au sol, c'était l'enfer. Dans un rayon de 25 kilomètres autour du point zéro, tout fut absolument

détruit. Des observateurs, situés à 270 km, ressentirent l'effet de chaleur. En Norvège et en Finlande, des dégâts matériels furent constatés, avec des vitres fêlées.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 30 Octobre 2011 à 16:55

Gardes armés anti-pirates à bord des bateaux français : "la crispation est culturelle et dogmatique", selon Gilles Sacaze

Le Point.fr - Publié le 01/11/2011 à 10:00 - Modifié le 01/11/2011 à 10:01

P-DG de Gallice Security, Gilles Sacaze regrette que les services de ses gardes civils armés soient interdits en France. Interview.

Plusieurs sociétés militaires privées fondées par des anciens des forces d'élite françaises proposent leurs services de sécurité maritime et de protection aux armateurs traversant les zones infestées de pirates dans l'océan Indien et le golfe d'Aden. Parmi lesquelles [Triskel Security Sea Services](#), [SecuryMind](#) ou [Prolarge](#). [Gallice Security](#) est pour sa part dirigée par trois anciens cadres du service action de la DGSE (Gilles Sacaze, Gilles Maréchal et Luc Vaireaux) et un ancien patron du GIGN, Dominique Gallois. L'entreprise propose des EPE (équipes de protection embarquées) à vocation dissuasive, mais ses activités maritimes sont actuellement interdites à partir du territoire français et elle opère depuis l'Irlande. Tous les opérateurs nationaux du secteur déplorent que les entreprises britanniques et américaines écrasent le secteur. Elles attendent un changement de position des autorités françaises. Sans succès pour l'instant. Gilles Sacaze a accepté de s'entretenir avec nous de cette situation.

Le Point : [L'autorisation officiellement accordée par le Premier ministre David Cameron d'embarquer des gardes civils armés à bord des cargos britanniques transitant dans le golfe d'Aden et l'océan Indien vous a-t-elle étonné ?](#)

Gilles Sacaze : Cette officialisation n'est pas une vraie surprise. Sans trop le dire, les Anglais avaient déjà le droit de le faire depuis plusieurs années. Cette annonce va apporter de la souplesse aux armateurs sous pavillon britannique, car ils vont pouvoir apporter une meilleure sécurité à leurs équipages, à un coût raisonnable. J'envie quelquefois le pragmatisme anglo-saxon : ils font évoluer les choses beaucoup plus rapidement que nous !

Vous évoquez des prestations à des prix "raisonnables". Concrètement, combien coûtent les services d'une société comme la vôtre pour traverser l'océan Indien ?

Comme vous le pensez bien, je ne vais pas vous révéler nos tarifs. Mais je peux vous donner la fourchette de ce qui se pratique aussi bien chez nous que chez les Anglo-Saxons, en tenant compte des paramètres : contrat-cadre ou mission ponctuelle, durée de la mission, etc. Les services d'une équipe de protection embarquée (EPE) sont facturés autour de 5 000 dollars/jour (3 570 euros). Nous ne descendons pas au-dessous de quatre hommes par équipe, sauf quand les navires ne peuvent pas accepter plus de trois hommes à leur bord. Pour éviter les choix purement financiers, nous facturons d'ailleurs au même prix les équipes de trois ou quatre personnes...

Vous êtes français. Votre entreprise Gallice Security est française. Et vous proposez des services que la loi française n'autorise pas. Comment faites-vous ?

Vous soulevez un point important. Gallice Security est effectivement une société française immatriculée en France. Nous exerçons donc cette activité à partir d'une filiale immatriculée en Irlande. Nos employés sont en grande partie des Français, car nous accédons très rapidement au vivier des anciens commandos-marine et des forces spéciales françaises. Mais nous composons souvent des équipes mixtes, avec un équipier sri-lankais ou malgache, par exemple. Nous avons également accès à l'ensemble des unités antiterroristes et des forces spéciales européennes. Nous avons en permanence douze personnes en mission, ce qui nous impose d'en avoir une trentaine disponibles.

Des Français sont donc vos employés, alors que la loi française n'autorise pas explicitement cette activité. Et l'interdit même, selon ceux qui considèrent votre profession comme concernée par la loi de 2003 sur le mercenariat.

Nous ne sommes en rien concernés par la loi de 2003. Le principe du droit français, c'est que ce qui n'est pas interdit est autorisé. Je regrette vivement d'avoir à agir dans le cadre d'une société immatriculée hors de France, afin de pouvoir acheter de l'armement en toute légalité, de le transporter dans le respect du droit. Autant de choses impossibles à partir de la France. Quant à nos concitoyens, rien ne leur interdit de travailler pour une société étrangère. Nombreux sont les Français présents sur tous les territoires en crise ! Le phénomène n'est pas nouveau. Ce qui l'est en revanche, c'est que des entreprises françaises se positionnent en toute transparence sur ce créneau.

Les entreprises du secteur sont invitées à appliquer des règles éthiques très strictes. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Notre [charte éthique](#) est bien antérieure au début de nos activités dans le secteur maritime. Nous respectons évidemment de manière stricte les règlements internationaux et les lois des pays dans lesquels nous sommes amenés à opérer. Faute de marché français, nous ne disposons pas dans notre pays d'organisation interprofessionnelle, mais des projets sont en cours. Nous n'excluons pas le fait de rejoindre des organismes anglo-saxons de ce type, mais notre choix n'est pas fait. Nous évaluons en ce moment les contraintes que cela impliquerait.

Les Français s'orientent-ils à vos yeux vers une position similaire à celle des Britanniques ?

Je le pense. Mais les rares bateaux sous pavillon français qui seraient concernés sont déjà protégés par des équipes de protection embarquée de la marine nationale (c'est le cas des thoniers), ce qui est plutôt bien. En France, la crispation que l'on ressent est culturelle et dogmatique. Ce n'est pas notre problème, c'est celui des armateurs. La marine leur impose des contraintes qui ne sont pas les nôtres. C'est pour cela que certains armateurs nous annoncent qu'ils vont abandonner le pavillon français. À moins qu'ils embarquent des équipes de protection armées, mais sans le dire ! L'enjeu, c'est que cette activité cesse d'être parfois conduite avec des armements clandestins, des gardes sous-payés, dans des conditions de sécurité problématiques. On se trouve dans la situation de l'après-guerre, quand les transports de fonds mobilisaient trop de police et de gendarmerie. C'est de cette façon que la Brink's est apparue, et plus personne ne songerait à revenir en arrière, surtout pas les forces de sécurité ! Les arguments dogmatiques qu'on nous oppose sont ridicules.

Vous-même et vos collègues venez d'unités des forces spéciales. Comment appréciez-vous cet élément ?

Nous sommes connus des institutions, qui savent d'où nous venons. Nous ne sommes pas devenus des voyous au lendemain de notre pot de départ. Nos unités nous ont fait conduire des missions assez dures, qui nous ont certes apporté un mental indiscutable, mais aussi un fort attachement au drapeau français. Rien n'a changé aujourd'hui ! L'approche française de ces

questions est assez radicalement différente de l'approche anglo-saxonne. Je suis convaincu que la raison d'État motive des prises de risques que des enjeux économiques ne justifieraient pas. Si les risques devenaient trop importants, si la violence devenait ingérable, ce ne sont pas des entreprises, mais bien des États, qui pourraient y faire face.

05.11.2011

L'espace Tradition de l'Ecole navale a besoin d'aide



L'espace Tradition de l'Ecole navale a été créé en 2010 par Jean-Christophe Rouxel, un réserviste de la marine passionné d'histoire navale (il gère aussi à titre personnel des sites dédiés aux navires de surface). Cet espace est enrichi, depuis mars 2011, par des fiches biographiques d'anciens élèves. Plus de 3 500 ont été rédigées à ce jour et une vingtaine de promotions sont complètes, couvrant la période 1890-1920 (pour accéder à la liste des promotion, cliquer [ici](#)).

Quotidiennement de nouvelles fiches sont créées (cliquer [ici](#) pour voir les plus récentes); certaines avec des profils extraordinaires, ainsi que des documents inédits ou photos d'époque (pour voir un exemple, cliquer [ici](#)). Les visiteurs (anciens officiers de l'EN, familles d'anciens élèves, historiens, généalogistes) sont de plus en plus nombreux et certains laissent des messages sur le livre d'or (pour y accéder, cliquer [ici](#)).

Le rédacteur/web master est toujours preneur de documents inédits, de photos anciennes d'officiers (avant 1939), et surtout de biographies... Il lance donc un appel à tous les anciens et à tous ceux qui ont des parents ou ont eu des ancêtres qui sont passés par Navale (pour le contacter, c'est [ici](#)).

Exclusif.

Guerre d'Algérie : les derniers secrets



Valeurs actuelles

Dans son livre choc, “Un silence d’État” (Sotoca-Belin), l’historien Jean-Jacques Jordi dévoile des centaines d’archives interdites d’accès. Cinquante ans après, celles-ci remettent en question la vision à sens unique propagée jusque-là sur la guerre d’Algérie.

C’est un historien réputé, plutôt classé à gauche, qui a eu la lourde tâche de “fouiller” les archives inédites de la guerre d’Algérie. Docteur en histoire, enseignant, notamment à l’École des hautes études en sciences sociales, auteur d’une dizaine d’ouvrages et de plusieurs documentaires télévisés consacrés à ce conflit (France 2, France 3, M6), Jean-Jacques Jordi, 56 ans, n’a rien d’un “extrémiste” – d’une cause ou d’une autre. « *Mon travail est scientifique, dit-il. Je ne suis ni un juge qui décide “c’est juste ou injuste” ni un religieux qui décrète “c’est bon ou mauvais”.* » Raison pour laquelle Renaud Bachy, président de la Mission interministérielle aux rapatriés, l’a exceptionnellement autorisé il y a quatre ans, au nom du gouvernement, à plonger dans ces archives, normalement interdites d’accès pour une période allant de soixante à cent ans. Centre historique des Archives nationales, Service historique de la Défense, Service central des rapatriés, Archives nationales d’outre-mer, Centre des archives contemporaines, Centre des archives diplomatiques, Comité international de la Croix-Rouge : en tout, ce sont près de 12000 documents administratifs classés “très secret”, “secret” et “secret confidentiel” que Jean-Jacques Jordi a pu consulter et photographier. Rassemblés (pour partie) dans son livre, *Un silence d’État*, dont *Valeurs actuelles* publie des extraits en exclusivité, le résultat de son enquête et les documents qu’il porte aujourd’hui à la connaissance du public sont absolument stupéfiants. Pourtant spécialiste de la question, lui-même le reconnaît : « *Jamais, confie-t-il, je n’aurais imaginé découvrir de tels faits.* »

Depuis près de cinquante ans, l’histoire de la guerre d’Algérie s’écrit en noir et blanc : d’un côté, les “gentils” (le FLN et les partisans de l’indépendance), de l’autre, les “méchants” (les pieds-noirs et les défenseurs de l’Algérie française). Les travaux de Jean-Jacques Jordi remettent totalement en question ce manichéisme mémoriel. Non pour réhabiliter une violence par rapport à une autre, mais pour rétablir une vérité autrement plus complexe que celle propagée depuis 1962. « *Jusqu’à là, la thèse officielle était que l’OAS, refusant les accords d’Évian, avait plongé l’Algérie dans la terreur, légitimant la riposte du FLN, rappelle l’auteur. Cela n’est qu’en partie vrai. D’abord parce que le terrorisme FLN a précédé celui de l’OAS, mais aussi parce qu’il a été beaucoup plus meurtrier. Ensuite, sous prétexte de lutte anti-OAS, le FLN et l’ALN (Armée de libération nationale) se sont essentiellement livrés à des exactions dirigées non contre les activistes, mais de manière aveugle contre l’ensemble de la population – l’instauration de ce climat de terreur ayant pour but avoué de précipiter le départ des Français, y compris après le 19 mars (cessez-le-feu) et le 5 juillet (indépendance).* »

Documents parfois terribles à l’appui, Jean-Jacques Jordi révèle une “autre” guerre d’Algérie, où les “héros de l’indépendance” – tout du moins une partie d’entre eux – livrent la face obscure de leurs méthodes : enlèvements, viols, tortures, actes de barbarie... Jusqu’à ces « *quarante*

Européens séquestrés » jusqu'à ce que mort s'ensuive pour servir de « donneurs de sang » aux combattants FLN! Ces faits, démontre l'ouvrage, étaient connus, et même soutenus, par les dirigeants algériens de l'époque. Aussi incroyable que cela puisse paraître, écrit-il, « il n'y eut aucune poursuite judiciaire de la part de la justice algérienne contre ceux qui s'étaient rendus coupables d'exactions ou de meurtres ».

Mais les archives secrètes n'épargnent pas non plus les autorités françaises et le rôle des "barbouzes" envoyés sur place: oui, des Français ont torturé d'autres Français; oui, des listes de militants supposés de l'OAS ont été transmises aux insurgés; oui, des ordres ont été donnés afin de ne pas intervenir, condamnant à mort des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants... Au-delà de la passivité, une véritable complicité. Comment qualifier autrement l'attitude – révélée par un rapport – de ces gendarmes mobiles rendant à ses bourreaux FLN un ressortissant français « torturé à l'électricité et battu » qui était parvenu à s'enfuir et à se réfugier dans leur cantonnement?

« *Que la raison d'État – des deux côtés de la Méditerranée – l'ait emporté sur quelques milliers de vie, cela n'est pas propre à la guerre d'Algérie, au moins faut-il le reconnaître* », écrit Jean-Jacques Jordi. Pas plus que les événements ne le furent, la repentance ne peut pas, et ne doit pas, être à sens unique. Cinquante ans après, le moment est sans doute venu pour l'Algérie, comme pour la France, de reconnaître ce que fut – aussi – ce conflit: le martyr des pieds-noirs et des harkis. Nicolas Sarkozy s'y était engagé en 2007 à Toulon lors de sa campagne électorale. Osera-t-il, à l'occasion des cérémonies du cinquantenaire, braver le "politiquement correct", aujourd'hui clairement désavoué, et tenir sa promesse? **Arnaud Folch**

À lire également dans "Valeurs actuelles" :

Document. Ces vérités occultées par les archives

À lire également sur valeursactuelles.com :

[Pieds-noirs : une blessure française](#), par Arnaud Folch

[Pieds-noirs : la blessure toujours ouverte](#), par Arnaud Folch

[Thierry Mariani : le FLN coupable de crime contre l'humanité](#), par Josée Pocha

Les Etats-Unis auront dépensé plus de 78 milliards de dollars pour le renseignement en 2011

31 octobre 2011 – 11:03

Le directeur du renseignement national américain (DNI, Director of National Intelligence) a indiqué, le 28 octobre, que les Etats-Unis ont dépensé 54,6 milliards de dollars pour leurs programmes de renseignement au cours de l'année fiscale 2011, qui a pris fin le 30 septembre dernier.

De son côté, le Pentagone a fait savoir, le même jour, qu'il avait alloué 24 milliards de dollars pour le renseignement militaire au cours de la même période, sans donner plus de détail.

Au total, le budget dédié aux activités américaines dans le domaine du renseignement a donc atteint 78,6 milliards de dollars en 2011, une somme en retrait par rapport à 2010 (plus de 80 milliards), notamment en raison d'une baisse des crédits des agences de renseignements opérant sous l'autorité du Pentagone (-3 milliards). Depuis les attentats du 11 septembre 2001, ces ressources ont pratiquement doublé.

Si le renseignement américain a obtenu des succès remarquables au cours de cette année, avec notamment l'élimination d'Oussama Ben Laden, de l'imam Anwar al-Aulaqi et d'autres

responsables d'al-Qaïda, il n'en reste pas moins que le niveau de ces dépenses a de quoi donner le tournis, d'autant plus qu'elles ne sont pas toujours le gage d'une réelle efficacité opérationnelle.

En premier lieu, ces sommes servent à faire vivre 1.271 agences gouvernementale et 1.931 sociétés privées exerçant des activités dans les secteurs du renseignement et du contre-terrorisme, ce qui représente 854.000 personnes ayant l'accréditation « sécurité » ou « top secret ». Rien qu'à Washington, l'on compte 33 bâtiments qui accueillent ces officines, soit l'équivalent de 3 Pentagones.

Et comme on peut se l'imaginer, cela n'est pas fait pour empêcher les redondances et l'installation d'une bureaucratie, vaste machine à produire des rapports (50.000 par an), dont la plupart ne sont jamais lus, selon un article du Washington Post publié en juillet 2010.

Une autre conséquence est la difficulté de hiérarchiser les informations à traiter, dont le volume est colossal. En matière de renseignement, ce n'est pas la quantité de données qui importe mais leur qualité. Et là, la donnée importante risque d'être comme une aiguille dans une botte de foin.

Ainsi, rien que pour les informations récoltées par les drones, il fallait par exemple 24 ans pour traiter tous les renseignements collectés en 2009 par les appareils américains déployés en Irak et en Afghanistan. Et avec l'apparition de nouvelles technologies (caméras multiples, système Gorgon Stare, etc...), nul doute que cette tendance s'est encore accentuée.

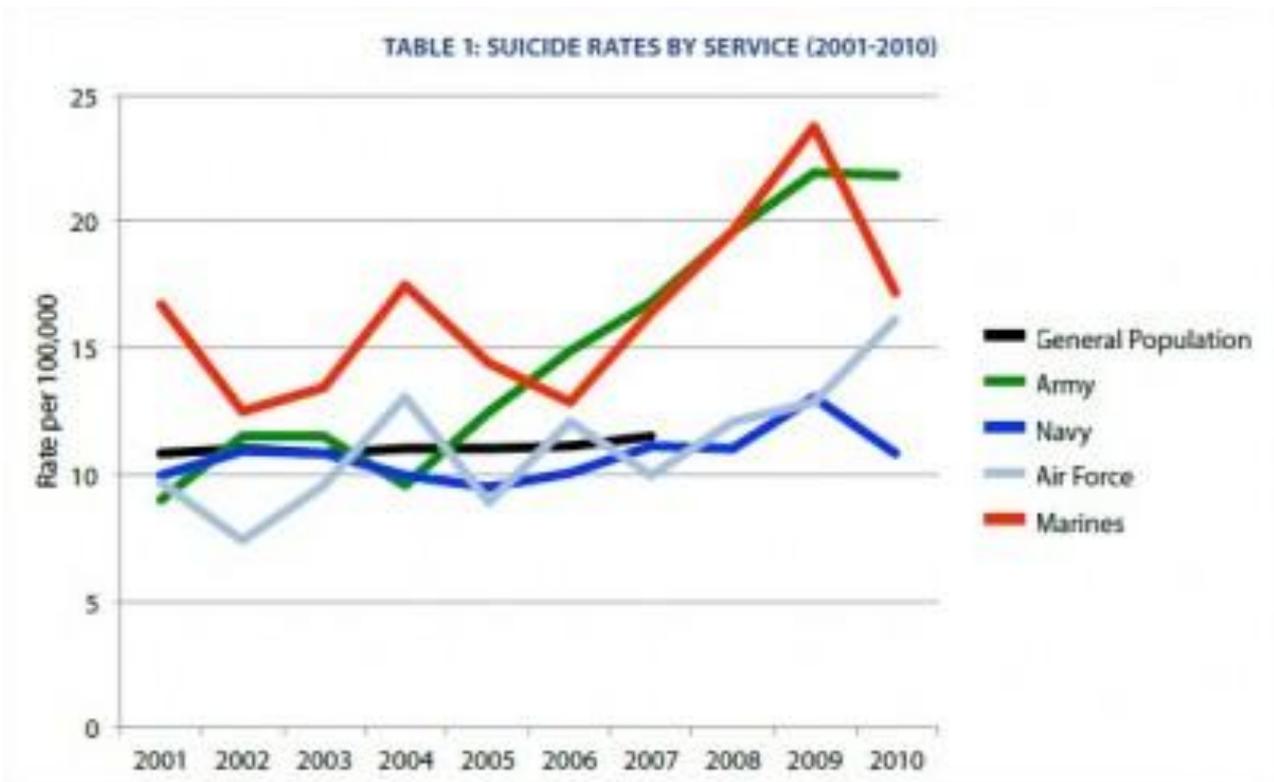
« Chaque jour, sur l'ensemble du réseau de surveillance mondial de l'US Air Force (situé à Langley, ndr), d'une valeur de 5 milliards de dollars, des militaires passent en revue 1.000 heures de vidéo, 1.000 photos prises en haute altitude et des centaines d'heures de 'captage de transmissions', généralement des appels de téléphones mobiles », écrivait au début de cette année, le New York Times. Ce qui fait qu'un analyste passe 12 heures par jour à surveiller sur 10 écrans différents, des images en provance des théâtres d'opérations, tout en menant une trentaine de conversations simultanées via un logiciel de messagerie sécurisé.

Cela étant, la réduction des dépenses publiques américaines devraient avoir un impact sur la communauté du renseignement outre-Atlantique. L'actuel directeur de la CIA, le général Petraeus, a récemment estimé au cours d'un audition au Congrès, qu'il s'attendait à des coupes. « Nous avons eu 10 ans ... d'une augmentation constante (...) Maintenant, nous allons avoir à nous serrer la ceinture », a-t-il déclaré.

Ce qui passera vraisemblablement par un budget amoindri pour les technologies de l'information, qui, d'après James Clapper, sont un gisement d'économies puisqu'il représente 20 à 25% des ressources des agences de renseignement, moins d'appels aux contractuels et la fermeture d'antennes à l'étranger.

02.11.2011

USA: un suicide de "vétérans" toutes les 80 minutes



Selon le *Department of Veterans Affairs* (l'équivalent de notre ministère des Anciens combattants), un ancien combattant américain se suiciderait toutes les 80 minutes. Ce chiffre est tiré du rapport que CNAS (*Center for a New American Security*) vient de publier. Pour le consulter, cliquer [ici](#).

Dans un pays où 1% de la population a servi sous les drapeaux, les suicides d'anciens militaires représentent 20% du nombre total des suicides. Le graphique ci-contre montre bien que les taux pour 100 000 personnes sont largement supérieurs dans les quatre armées que dans la population en général.

Parmi les autres chiffres cités dans le rapport (qui inclut des recommandations, comme "*a unit cohesion period following deployment*", équivalent à ce qui se fait en France au retour d'Afghanistan), signalons aussi ceux-ci :

- 1% à 2% des suicides de militaires ont lieu dans l'environnement militaire.
- 48% des suicides sont commis avec des armes personnelles (et non de service) et près de 30% avec des stupéfiants ou médicaments.

Un nouveau sous-marin nucléaire d'attaque pour l'US Navy

31 octobre 2011 – 17:07

L'US Navy a mis en service, à compter du 28 octobre l'USS California, qui est le 8ème sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la classe Virginia, destinée à remplacer les bâtiments de type Los Angeles.

C'est avec 8 mois d'avance que le chantier naval Newport News Shipbuilding a livré l'USS California à la marine américaine. Ce sous-marin sera basé à New London, sur la côte Atlantique.

Six autres sous-marins de cette classe sont en cours de construction et quatre autres ont été commandés, alors que l'US Navy aurait souhaité en disposer d'une trentaine d'exemplaires. Le premier de la série, l'USS Virginia, est entré en service en 2005.

Par rapport aux autres types de sous-marins américains, ceux de la classe Virginia peuvent patrouiller en eaux profondes mais aussi opérer dans les eaux littorales, ce qui fait qu'ils peuvent être utilisés pour des missions de contre-terrorisme.

Long de 114,9 mètres pour un déplacement de 7.800 tonnes en plongée, un sous-marin de la classe Virginia est armé par un équipage de 120 à 134 marins. Il est doté de 12 tubes à lancement vertical pour des missiles de croisière Tomahawk et de 4 autres destinés à tirer des torpilles lourdes Mk48 et des missiles antinavires SubHarpoon.

Pouvant atteindre 34 noeuds en plongée grâce à son système propulsif qui permet de fournir une puissance de 29.400 KW, ce sous-marin dispose d'un mât optronique, en lieu et place du traditionnel périscope ainsi que de plusieurs sonars (1 à l'avant, 3 sur les flancs et 1 pouvant être tracté). Il peut également accueillir à son bord un détachement de forces spéciales de 9 hommes avec leurs équipements et mettre en oeuvre des drones sous-marins, utiles pour neutraliser des mines sous-marines.

Le prix d'un sous-marin de la classe Virginia est compris entre 2,4 et 2,71 milliards de dollars. Ce programme n'a pas échappé aux dérapages, le second exemplaire de la série, l'USS Texas, ayant coûté 24% plus cher que prévu.

Voici le futur porte-avions chinois



Les chinois, ne vous en déplaise, ne font pas que bouffer du riz et confectionner des tee-shirts.

Pendant ce temps, nos préoccupations portent sur les grèves, les heures de travail et les retraites ..

Tout à fait innovant de design, de stabilité et de capacité. Deux pistes d'atterrissage ! Deux fois plus rapide que les nôtres.

Entre les deux coques, beaucoup d'activités - cachées - possibles.

Pour 2015 ou plus tôt..Coût: trois fois moins cher qu'un porte-avions américain, construit en deux fois moins de temps.

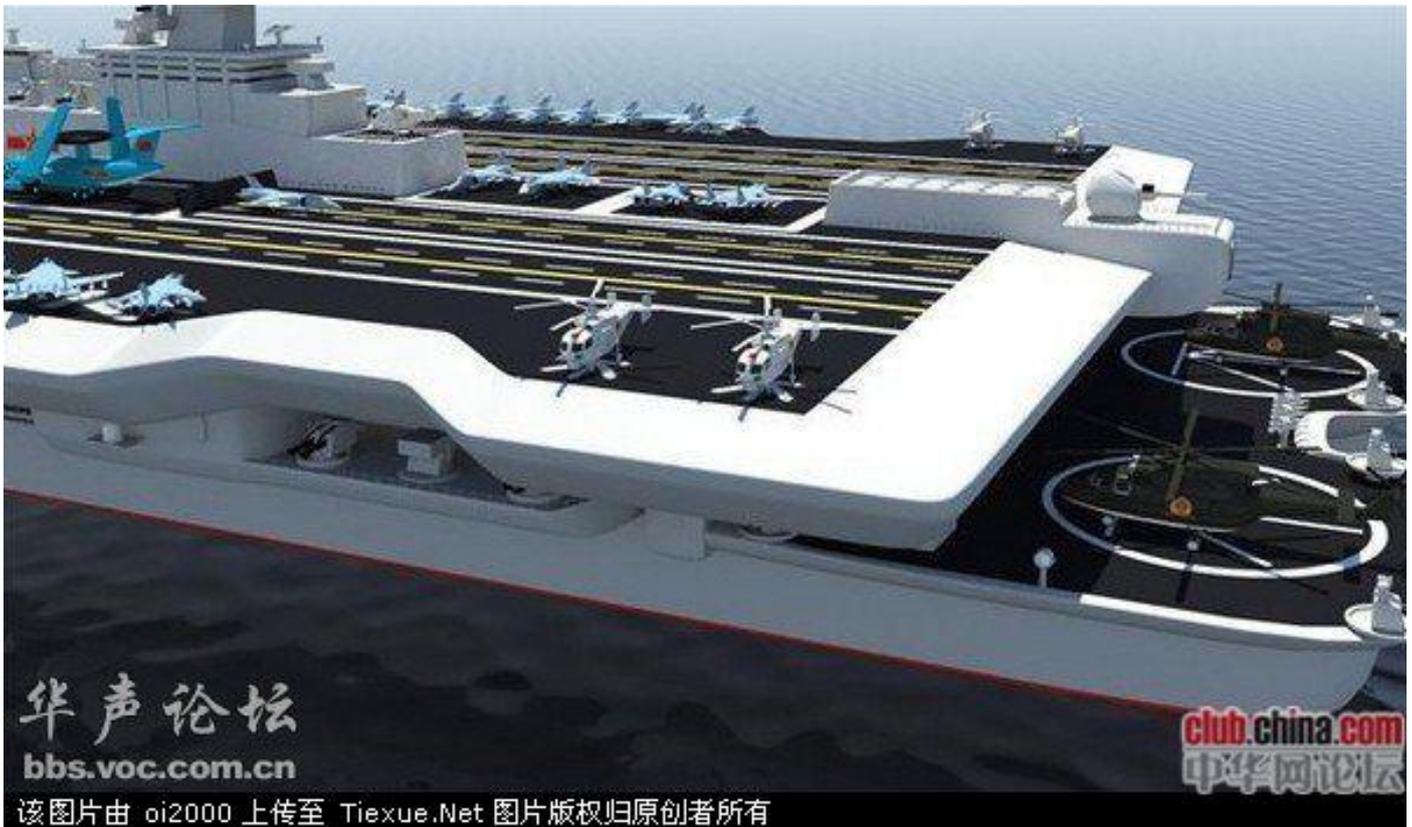
Leur nouveau bombardier embarqué furtif est déjà en phase de test en vol; l'avenir du monde est entre leurs mains: six porte-avions de ce type pourraient couvrir les océans... il n'y a plus qu'eux et les russes capables d'envoyer quelqu'un dans l'espace. Ils forent des puits de pétrole au large de Cuba, du Venezuela, du Brésil .

Ils détiennent les dettes du monde..

Le moment est venu pour nos petits enfants d'apprendre le chinois (mandarin) plutôt que l'espagnol ou l'italien!







lundi, 31 octobre 2011

Fourniture d'armes aux pays tiers : Russie et USA se créent des problèmes

La Russie continue d'exporter des armements en Iran tout en respectant les sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. A leur tour, les Etats-Unis continuent d'approvisionner en équipements militaires le Pakistan, avec lequel Washington est en froid ces derniers temps. Ce n'est pas la première fois que la tactique du coust terme conduit les gouvernements dans une impasse lourde de conséquences graves.

Dans le cadre de la coopération militaro-technique, la Russie a fourni à l'Iran des équipements de guerre électronique de type 1L222 Avtobaza et négocie la fourniture d'un autre lot de ce système, a déclaré à RIA Novosti Konstantin Biriouline, directeur adjoint du Service fédéral pour la coopération militaire et technique. Selon lui, cette fourniture concerne des armes défensives et ne tombe pas sous le décret du président russe sur l'adhésion aux sanctions de la résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

A leur tour, les Etats-Unis ont récemment vendu au Pakistan des systèmes intégrés de guerre électronique et de reconnaissance optique ALQ-211 (V) 9 pour les chasseurs F-16 Fighting Falcon.

a coopération militaire et technique avec des pays "à problèmes" était et demeure un jeu très dangereux. D'une part, aucune puissance mondiale ne renoncera à un levier de pression aussi universel et puissant. D'autre part, le résultat se traduit souvent par des désagréments importants



Des éléphants dans le magasin de porcelaine de l'histoire

A l'intérieur de l'arbre ramifié de la bureaucratie se forment inévitablement des groupes de sociétés isolés, qui fusionnent progressivement avec la communauté d'expert, les milieux d'affaires et les médias.

Ces groupes sont assez puissants. Ils peuvent influencer sur les événements dans leur pays, mais ils sont bridés par la rivalité avec des clans concurrents et sont surveillés par les institutions publiques civiles. Mais dans les pays de deuxième et troisième rang on peut vraiment faire ce que l'on veut.

En analysant les politiques des grandes puissances dans les cuisines étroites du "tiers monde", il est impossible de passer à côté des intérêts personnels des groupes de sociétés. Les meilleurs services de renseignement (CIA, BND (Bundesnachrichtendienst, Service fédéral de renseignement allemand), Mossad, MI6 ou SVR (service des renseignements extérieurs de Russie) sont capables de déstabiliser, par exemple, un pays d'Afrique du Nord. Et les conglomérats du commerce d'armes et de matières premières jouent parfois avec des gouvernements étrangers comme avec des marionnettes.

Il ne s'agit pas des pouvoirs formels, mais du principe du "droit et de la possibilité". En obtenant des ressources importantes en fonction de l'importance et de ses besoins, la société les emploiera tôt ou tard à sa guise, en ignorant l'Etat qui l'a engendrée ou allant même à l'encontre de ses intérêts. Dans le meilleur des cas, elle deviendra un exécutant de diverses directives sensibles de la haute direction.

D'ailleurs, ce genre de société met des décennies à se former. Le chassé-croisé des administrations politiques préoccupées par la prochaine présidentielle et la chute inévitable des cotes de popularité, va à l'encontre des intérêts des sociétés qui préfèrent le silence et la stabilité.

Dans ces conditions, les lobbys institutionnels devront inéluctablement réduire la dynamique

politique de la haute direction, en dosant parallèlement le transit des informations vers le haut. Ainsi s'établit un environnement favorable à une activité hors-contrôle interdite.

Iran-irakgates

Le comportement des divers lobbys américains durant la guerre Iran-Irak, en 1980-1988 est un exemple classique de cette absence de contrôle.

Le gouvernement américain, préoccupé par la révolution islamique en Iran, encourageait les contacts gouvernementaux et privés permettant de renforcer la puissance militaire du régime de Saddam Hussein en guerre contre Téhéran.

Le spectre de la coopération était très large et allait de la communication à Bagdad des données de reconnaissance par satellite et radio à la transmission des échantillons et des technologies contribuant à la création en Irak des armes chimiques et biologiques.

Parallèlement se déroulait l'opération américaine Bear Sares (pièces de rechange de l'ours) pour surveiller l'entrée illégale en Irak de pièces de rechange pour le matériel militaire de production soviétique (or au début des années 80 l'Union soviétique respectait l'embargo sur la fourniture d'armes aux pays en guerre).

D'autre part, dans ce même conflit, la société de renseignement américain faisait tout à fait le contraire : elle vendait en douce des armes à l'Iran (ce qui a prétendument permis de régler les problèmes des otages américains), en utilisant l'argent récolté (également en douce) pour financer les mouvements proaméricains au Nicaragua, qui luttaient contre le régime sandiniste de Daniel Ortega.

Lorsque cette magouille est remontée à la surface dans la seconde moitié des années 80, le terme "Irangate" et "l'affaire Iran-Contra" sont devenus des noms communs pour définir ce genre de manœuvres des groupes de sociétés.

L'incompétence contre la malveillance

Cependant, ce qui s'explique par des plans rusés des hommes derrière le rideau mondial en la personne des institutions très puissantes adhérant au business transnational, n'est étrangement pas la chose la plus destructrice. Les véritables destructions commencent là où les décisions sont prises par imprévoyance, incompétence ou cupidité.

A la fin des années 40, l'Union soviétique approvisionnait activement en armes via la Tchécoslovaquie le nouvel Etat d'Israël en Palestine, qui luttait contre les arabes soutenus par les Britanniques. Ce qui a été regretté à maintes reprises par la suite.

Une maladresse totale s'est également produite pendant la guerre de l'Ogaden en 1977-1978 qui opposait l'Ethiopie et la Somalie. Les deux Etats recevaient des armes soviétiques et impliquaient activement des conseillers de Moscou dans l'édification militaire.

L'affaire Al Yamamah (pigeon en arabe) entre le Royaume-Uni et l'Arabie saoudite (les fournitures de pétrole brut en échange d'un grand nombre de chasseurs Tornado) est entrée dans les annales de l'histoire du commerce mondial des armes comme le modèle de la corruption effrénée. Les membres de la famille royale de Riyad ainsi que des fonctionnaires haut placés du gouvernement britannique étaient mêlés à cette affaire.

Quant à l'histoire de l'exportation illégale d'équipements militaires soviétiques, elle attend encore son chroniqueur.

On pourrait également rappeler les approvisionnements des moujahids afghans qui résistaient aux troupes soviétiques par le renseignement américain en systèmes mobiles antiaériens Stinger. Puis, dans les années 90, les USA faisaient des efforts colossaux (opération MIAS) pour racheter ces armes très dangereuses. Au final, le Congrès a dû payer 65 millions de dollars qui ont été tout simplement gaspillés.

Ce n'est pas un secret que les Américains et les services de renseignement pakistanais ont alimenté et équipé la plus puissante organisation islamiste dans la zone tribale à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. La mission consistant à causer des problèmes à l'Union soviétique a été couronnée de succès... en engendrant le régime des talibans et Al-Qaïda.

Le mécanisme de la confusion générale

Un vaste espace pour l'abus des exécutants apparaît avant tout là où la haute direction a une approche bâclée de la planification stratégique. Lorsque les intérêts à long terme ou l'analyse des risques d'une ingénierie maladroite sont troqués contre le profit immédiat. Peu importe si cela arrive par manque de temps ou en raison d'une erreur intentionnelle.

Cela complique considérablement la tâche du contrôle politique sur les sociétés très puissantes. A condition que cet objectif soit fixé, car parfois les sociétés fusionnent avec les gouvernements, et ensuite s'enchaînent les "opérations spéciales" à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Et l'affaiblissement du contrôle civil incite à succomber à la tentation d'utiliser les ressources disponibles pour atteindre des buts personnels. Même si pour cela il faut casser plusieurs pots dans la cuisine, que ce soit la sienne ou celle de quelqu'un d'autre.

Konstantin BOGDANOV

Source du texte : [RIA NOVOSTI](#)